

**La jeunesse face à son avenir en RD Congo.
Initiatives créatrices - Pistes de Responsabilisation**



Goma, Juin 2009.

Table des matières :

Editorial.....	3
Ière partie : Etat des lieux.	
1. L’Afrique et les clameurs des générations montantes.....	6
2. L’accès au travail : véritable casse-tête congolais pour les jeunes de Goma !...12	
3. Jeunesse exploitée : des citoyens morts nés ?.....	18
4. Dynamisme des jeunes : une valeur dévoyée	21
5. Taxes payées sans contrepartie : cas des jeunes coiffeurs de Goma	23
6. La jeunesse congolaise face au défi des “cités sauvages”	25
IIème partie : Initiatives créatrices – Pistes de responsabilisation.	
1. Les compétences du quotidien et les pairs éducateurs, un essai prometteur.....	27
2. L’acquisition des « compétences de vie courantes » : une nécessité pour les jeunes congolais	28
3. A Kimpese, au Bas Congo, les jeunes se réinventent par le travail.....	30
4. Parcours et témoignages.....	32
Conclusion : Pole Institute et la problématique de jeunes	34

Editorial

La Jeunesse Congolaise : pour un avenir au pays

Comme la plupart des jeunes Africains, les jeunes Congolais constituent l'absolue majorité de la population de leur pays mais ont du mal à croire en un avenir dans leur pays :

- Le nombre d' « enfants de la rue », les maibobo ou shege, garçons mais aussi filles, augmente et prend des proportions très inquiétantes. Pour survivre ils doivent s'adonner à des activités illicites et dangereuses ; les filles deviennent de plus en plus jeunes dépendantes de mendicité et de prostitution. Ces enfants ont peu de repères constructeurs et sont inspirés et entourés par des adultes qui, par leurs comportements, prônent des anti-valeurs comme la corruption, l'impunité, la haine et l'exclusion de l'autre, la banalisation de la mort....
- Les jeunes étudiants congolais, dont beaucoup étudient grâce à de grands sacrifices consentis par leurs parents, savent qu'une fois diplômés les chances sont minimes de trouver un emploi quelconque, moins encore un emploi qualifié. Le système scolaire lui-même est à la merci de la culture de corruption, de clientélisme et de népotisme avec un secteur privé se développant sauvagement et dans la seule logique commerciale. Même les enfants à l'école primaire estiment que payer l'enseignant pour avoir de bonnes notes c'est de la « coopération » et non de la corruption ! Tout se passe comme si, pour devenir quelqu'un d'important en RDC aujourd'hui, il vaut mieux créer une milice et commettre des crimes que de faire des études. Ces jeunes le voient et le savent. Dans leurs fêtes et jeux ils prennent comme modèles les seigneurs de guerre et autres politiciens sans principes.
- Les jeunes qui se débrouillent pour travailler dans l'informel (coiffeurs, khadafis, porteurs, etc.) développent certes des initiatives impressionnantes, mais souvent dans l'attentisme et le provisoire en se forgeant leurs propres lois. Ils se sentent en marge de la société et n'aspirent pour la plupart qu'à être ailleurs et faire autre chose.
- Rien d'étonnant que cette jeunesse aux multiples facettes cherche des voies de sortie, des voies de départ. Que ce soit en allant chercher de l'emploi dans les pays voisins, en cherchant une ouverture vers le Canada ou l'Europe en passant par le Kenya ou l'Ouganda en tant que réfugiés ou en tentant l'aventure du passage illégal en Occident par terre ou par mer. Certains originaires de l'Est du pays se retrouvant à Kinshasa rêvent de rentrer dans les Kivus ou l'Ituri pour créer une milice et devenir des hommes importants.

En même temps dans plusieurs régions du pays des bandes de jeunes se sont formées. Elles terrorisent les gens ouvertement et sans crainte (Phénomène des « Maibobo » dans les Kivu et des « Shege » au Bas Congo ou encore des « Kuluna » à Kinshasa). Force est de constater que les adultes ne semblent pas prendre leurs responsabilités face à cette jeunesse :

- Comme dans beaucoup d'autres domaines, notamment celui de la sécurité des personnes et des biens, l'Etat congolais est au mieux inexistant et au pire dans une logique de destruction et d'anti-valeurs.
- Beaucoup de parents et les familles traumatisés par de longues guerres, paupérisés et ne sachant eux-mêmes à quel saint se vouer, se concentrent sur la lutte pour la survie et abandonnent l'éducation de leurs enfants.
- De nombreux enseignants non payés et clochardisés, souvent mal qualifiés, ont du mal à se comporter en modèles et à transmettre des valeurs et l'esprit critique nécessaire à une bonne éducation.

Ce spectacle désolant et inquiétant augure mal pour l'avenir du pays.

Pole Institute a commencé à travailler depuis quelques années avec des groupes de jeunes et d'éducateurs afin de promouvoir des initiatives de responsabilisation des jeunes, de valoriser leurs initiatives porteuses dans la société congolaise et de mettre à disposition des espaces de dialogue avec les décideurs. Nous vous présentons dans ce Regards Croisés quelques éléments de ce travail qui peuvent nous encourager tous à continuer et à renforcer ces efforts.

Ce numéro se décline en deux blocs. Le premier renferme les textes qui dressent un état des lieux de cette situation de la jeunesse qui, en général, est peu reluisant. Kä Mana, chercheur, philosophe et membre de notre Institut, tire le premier la sonnette d'alarme et interpelle nos sociétés qui, face aux vraies revendications de la jeunesse africaine, sont passées expertes dans « l'art de donner de mauvaises réponses à de vraies questions ». Deux jeunes, Micheline et Freddy, animateurs d'une dynamique candidement appelée « Mouvement Intellectuel pour le Changement », décrivent avec une petite dose d'humour, le casse-tête congolais que constitue l'accès au travail pour les jeunes de Goma. Plus loin, les mêmes jeunes et Prosper Hamuli évoquent les trésors d'énergie et de créativité déployés par des jeunes dans des projets plutôt paralysants et pour eux-mêmes et pour la société. La Sœur Déodata Bunzigiye, autre membre de Pole Institute et Coordinatrice du Collectif Alpha Ujuvi, dénonce la réalité de l'exploitation économique et sexuelle des petites filles dans la ville de Goma, ce qui fait de ces enfants « des citoyennes mortes- nées » ! Un jeune coiffeur, Guy Sumaili, s'insurge contre les taxes (8 au total) auxquelles les salons de coiffure sont assujettis par les services de l'Etat sans que ce dernier ne leur tende la moindre perche en retour comme, par exemple, « le courant et l'eau sur les axes où se trouvent les salons de coiffure ». Onesphore Sematumba de Pole Institute clôture cet état des lieux en attirant l'attention sur la nécessité pour les jeunes – et pas seulement pour eux- de vivre dans un environnement autre que celui de la ville de Goma actuelle où « des maisons poussent comme des champignons dans des enclos exigus, au point même que les quartiers naguère les plus huppés se bidonvillisent à vue d'œil » ; une promiscuité qui n'est pas sans conséquence sur le développement intégral des jeunes. Le deuxième bloc contient des éléments plus positifs, des initiatives identifiées comme porteuses d'espoir en ce sens qu'elles contiennent des germes de responsabilisation des jeunes vis-à-vis d'eux-mêmes et vis-à-vis de la société. Ainsi Mme Kavira Nzanga de la Communauté des Eglises Baptistes en Afrique centrale (CBCA) et Prosper Hamuli de Pole Institute décrivent l'expérience des pairs éducateurs impliqués dans l'essaimage des principes de vie à promouvoir ; Gilbert Dhego, de la CARITAS diocésaine de Goma, décrit les « compétences de vie

courante » indispensables si les jeunes Congolais veulent changer leur présent et préparer un meilleur avenir. A l'ouest de la RDC, Mme Angèle Mazimi du CRAFOD, parle de l'expérience d'autonomisation des jeunes de Kimpese (en province du Bas-Congo) par le travail. Enfin, certaines personnalités, identifiées par les jeunes de Goma comme des modèles pour leur réussite, témoignent. Ce sont des gens ordinaires, qui évoluent en dehors des clinquants et des combines des hommes forts et des nouveaux riches : l'un est un industriel autodidacte, qui produit de la farine ; l'autre est une mère de famille et directrice d'école qui rêve d'un complexe scolaire et universitaire à l'horizon 2020 ou ... 2040. La dernière expérience, spécifiquement jeune, est celle de cette organisation rwandaise de Gisenyi, « Vision Jeunesse Nouvelle », qui combine activités culturelles, sportives, alphabétisation et évangélisation pour combattre la délinquance juvénile.

En guise de conclusion nous vous présentons les grandes lignes du travail que Pole Institute se propose d'accompagner dans les années à venir. La jeunesse congolaise, jeunes filles et jeunes garçons, est le plus grand trésor et le plus grand atout de ce pays. Veillons à ce qu'ils soient en mesure de le reconstruire ensemble.

*Christiane Kayser, Prosper Hamuli Birali et Onesphore Sematumba
Goma, juin 2009*

Ière partie : ETAT DES LIEUX

1. L'Afrique et les clameurs des générations montantes. *Réflexions sur l'avenir de la jeunesse africaine dans un monde en transformation. Par Kä Mana, philosophe, membre de Pole Institute (Extraits)*

Sur la situation des jeunes dans la société africaine actuelle, les diagnostics pessimistes se suivent et se ressemblent depuis déjà quatre ou cinq décennies. Avec une monotonie désolante, dans une ruminant fatigante où les mêmes thèmes, les mêmes constats, les mêmes rengaines et les mêmes états des lieux sont usés jusqu'à la corde, les analystes nous ont habitués, dans presque tous nos pays et avec une étonnante régularité, à décliner les mêmes stations des souffrances et à déclamer les mêmes scansion d'un calvaire indicible. A force d'entendre le même disque et d'écouter les mêmes rythmes d'un discours toujours recommencé face auquel rien de décisif ne paraît avoir été tenté pour enrayer le mécanisme d'une descente aux enfers toujours plus vertigineux, nos pays africains s'habituent déjà aux malheurs et au désespoir de leurs jeunes.

Chez les élites gouvernantes comme parmi les forces sociales chargées de promouvoir l'imagination créatrice et de lancer des initiatives nouvelles, tout donne l'impression de sombrer dans l'impuissance face aux attentes et aux quêtes des franges montantes de nos populations. Un effet d'accoutumance à une situation inacceptable tétanise les gouvernements et les peuples. On parle de plus en plus des jeunes et de leur condition pour masquer le fait que rien de fécond n'a été radicalement fait pour changer l'ordre des choses.

Dans la zone de l'Afrique intertropicale dont j'aimerais parler ici, tout se passe comme si l'inflation du discours sur le malaise de nouvelles générations ne servait à rien d'autre qu'à masquer la panne de l'imagination créatrice. Notre société, dans son ordre établi, s'englué dans une léthargie sans perspectives de vraies solutions ni possibilités visibles de transformation profonde et positive de la situation des jeunes.

Le drame de la jeunesse dans nos pays, c'est cette condition où nous vivons : celle du décalage, du fossé, voire du gouffre, entre d'une part l'abondance de nos connaissances sur le mal qui ronge nos sociétés face aux espoirs de la jeunesse, et d'autre part les possibilités réelles dont nous disposons pour faire des choix capables de juguler ce mal en vue d'inventer de nouvelles ambitions et de nouvelles espérances pour les générations montantes. (...)

Vrais problèmes et fausses solutions.

J'ai pris conscience du problème de la jeunesse en Afrique à l'occasion d'un événement qui fut vécu comme une tragédie planétaire. Vous vous en souvenez peut-être : ce jour-là, le monde entier apprenait comment furent découverts, dans les trains d'atterrissage d'un avion d'une compagnie belge qui reliait Conakry à Bruxelles, deux corps inertes de deux jeunes guinéens qui avaient pris le risque de

quitter leur pays pour aller chercher un espace de vie en Belgique. Leur mort a eu à mes yeux valeur d'un symbole. Plus encore que cette mort, c'est le message maladroitement griffonné par ces enfants à l'intention des hommes politiques de leurs pays et des responsables des pays riches qui est resté gravé dans ma mémoire.

Un message de désespoir à une Afrique impuissante.

S'excusant pour leur geste et justifiant le risque qu'ils avaient pris de se cacher dans les trains d'atterrissage d'un avion, ces enfants expliquaient, avec un sens très touchant des réalités tragiques, les mobiles de leur acte. A leurs yeux, il n'y avait plus de vie pour eux sur le sol de leurs ancêtres et ils avaient décidé de fuir la mort pour survivre un peu ailleurs. Leur geste était celui d'un instinct humain de survie et leur acte devrait être lu comme une interpellation lancée à des adultes qui avaient construit un monde où les inégalités et les fractures sociales étaient telles que, dans certains pays comme la Guinée-Conakry, des enfants n'avaient pour perspective que la misère, la mort ou la fuite vers d'autres horizons. Horizons inconnus mais toujours vigoureusement rêvés comme une nouvelle route d'un paradis sur terre.

(..) Sans droit à la vie ni capacité d'épanouir les énergies de la liberté créatrice pour le bonheur, les jeunes dont le geste posé par les deux enfants guinéens fut un tragique symbole, ne peuvent que sombrer dans le désarroi total, dans une totale absence d'espérance sur leur sol. Ils ne peuvent que s'enfoncer dramatiquement dans l'envie de mettre toute leur existence en jeu pour aller vivre ailleurs, dans des conditions qui ne peuvent toutefois pas être pires que celles de l'enfer quotidien de leurs pays.

(...) notre continent, même en face d'une saignée humaine qui risquerait de lui coûter toutes les forces de la jeunesse, s'enfonce toujours plus dans une culture d'indifférence et d'absence de réponse fertile devant le drame des jeunes. Il vit dans un sentiment d'impuissance et de léthargie dont le risque que nous courons est de les voir s'imposer comme une nouvelle dynamique mortelle de la personnalité africaine.

Le Zimbabwe est aujourd'hui l'image la plus caricaturale de cette situation. Dans un contexte où la misère prospère de manière exponentielle et tragique, avec une jeunesse complètement écrasée par le désespoir, une jeunesse qui voit tous les jours son pays s'enfoncer dans l'anéantissement de toute espérance, les gouvernants s'enlisent dans leur propre impuissance et montrent chaque jour à quel point ils n'ont pas de réponse aux problèmes d'un pays en ruine et en pleine déliquescence. La caricature zimbabwéenne est un effet de miroir où l'on peut voir une Afrique qui a cessé de penser à l'avenir que représentent les générations montantes.

Plus grave encore : quand, dans certains pays, ces jeunes veulent élever la voix pour résister au désespoir et forcer les pouvoirs publics à s'occuper de la situation qui leur est faite et qui n'a d'autre horizon que la mort, ils ne trouvent pas d'oreille attentive à leurs doléances, ni une quelconque sensibilité à ce que signifie vraiment la violence et

la furie destructrice qui s'emparent d'eux dans les turbulences sociales. Les autorités écrasent souvent dans le sang ces revendications, ajoutant ainsi un nouveau désespoir au désespoir déjà existant. Nous l'avons vu dernièrement au Burkina Faso et au Cameroun : la révolte d'une jeunesse sans horizon d'espérance n'a eu en face d'elle que le système sécuritaire dressé pour restaurer l'ordre public « par tous les moyens nécessaires ». A mon sens, cette situation éclaire une autre structure fondamentale de l'esprit de nos sociétés face aux revendications des jeunes : l'art de donner de mauvaises réponses à des vraies questions de société.

L'art de donner de fausses réponses.

Quand l'Etat répond à la violence de la jeunesse par la violence des armes et la cruauté de l'ordre public, il y a manifestement là fausse réponse à une vraie question. Lorsqu'on fait recours aux balles réelles quand les enfants affamés et désespérés cherchent violemment du pain, on se trompe manifestement de but et d'enjeu. C'est cela que beaucoup de gouvernements sont tentés de faire aujourd'hui en Afrique.

Une autre fausse réponse à laquelle nos pays ont de plus en plus recours, c'est de faire de la rue le vrai lieu de vie pour beaucoup de jeunes, de ne leur fournir comme père et mère que les espaces vides d'affectivité où ils sont « les enfants de personne », pour reprendre le titre d'un bel ouvrage d'un professeur de Kinshasa, Masiala ma Solo (2). Les phénomènes d'enfants de la rue (mendiants, pickpockets, petits et petites prostitué(e)s ou vendeurs à la sauvette), est en effet le symptôme d'une maladie profonde : la pathologie d'une civilisation qui détruit les valeurs de vie en acceptant que son espace devienne, pour certains enfants, un espace vide de normes, vide de repères, vide d'amour. Une telle société dresse des fauves qui ne pourront être que des forces de violence et de destruction (...)« Les enfants de personne » sont l'expression de la déchéance éthique et spirituelle de nos sociétés. (...)

Ce qui est troublant dans le phénomène des enfants de la rue en Afrique, c'est le fait que ce phénomène s'amplifie dans des sociétés où les religions semblent encore avoir une place centrale dans la vie, où les communautés de foi sont omniprésentes, où le discours religieux a un impact sur les consciences et où l'exubérance du religieux se solennise tous les jours avec de sublimes majestés. N'est-ce pas le signe qu'il y a, dans notre société, nécessité de mettre résolument l'éthique et la spiritualité, au service du développement de la jeunesse, dans des initiatives et des projets qui puissent faire de chaque enfant, de chaque jeune, un ferment de vie pour nos nations ?

(Une autre) fausse réponse consiste à engager les jeunes dans les violences les plus destructrices, en présentant ces violences comme mode de vie et libération de l'être, aux noms d'idéaux manipulés et de slogans mystificateurs. Dans une débauche d'énergie meurtrière face à des ennemis qui sont pourtant des compatriotes avec qui on devait construire un destin de bonheur solidaire, on donne aux jeunes l'illusion qu'ils construisent un avenir alors qu'ils détruisent la branche sur laquelle leur société est assise. Au Liberia, en Sierra Leone, en Ouganda, en Côte d'Ivoire, dans

toute la région des Grands Lacs comme au Soudan et dans la Corne de l'Afrique, nous avons vu surgir l'effrayant phénomène d'enfants soldats dressés pour tuer. Nous avons vu ces enfants détruire tous les repères de la moralité et casser les ressorts de tout lien d'humanité avec leurs familles, afin de mieux servir l'instinct de destruction et d'anéantissement proposé comme voie de salut par les « seigneurs de la guerre ». Quand des jeunes sont conduits à de telles extrémités par les adultes, au nom de l'ethnie, au nom de la conquête et de la conservation du pouvoir ou au nom d'une certaine idée que l'on se fait de l'autre homme comme simple vermine ou cancrelat à écraser, nous sommes dans une véritable maladie de civilisation, surtout quand cela se déroule dans des pays censés être pétris par la foi religieuse et par certaines valeurs ancestrales de base. (...)

Première caractéristique : la destruction de notre imaginaire créateur.

Tout peuple, toute nation, toute culture et toute civilisation vivent des images, des visions et des représentations qu'ils construisent d'eux-mêmes et qui leur servent de puissance de dynamisation de leurs énergies créatrices. A travers des récits qu'ils produisent, des liturgies sociales qu'ils organisent, des symboles de force qu'ils se donnent et des modèles de vie qu'ils se forgent à travers leurs personnalités les plus marquantes dont ils célèbrent la vigueur de manière constante, ils fertilisent leur conscience et mobilisent les esprits pour transformer la société. Plus l'image qu'une société se donne d'elle-même est positive et féconde, plus l'esprit des personnes et des groupes est créatif et construit une personnalité capable d'affronter les problèmes les plus cruciaux du présent et de l'avenir. Quand, par contre, la représentation qu'un peuple a de lui-même est négative et pathologique, on ne peut pas attendre de ce peuple qu'il se bâtisse une personnalité créatrice et qu'il se donne des énergies psychiques pour affronter les obstacles qui se dressent sur son chemin.

Aujourd'hui, les sociétés africaines ont développé une image tellement négative et des représentations tellement psychopathologiques d'elles-mêmes qu'il est difficile de trouver en elles des points d'appuis psychiques solides pour s'attaquer résolument au drame de la jeunesse (...).

La question cruciale qui se pose est celle de savoir ce qu'il y a à faire pour changer l'imaginaire de la société africaine, c'est-à-dire l'ensemble de représentations, de visions et d'images négatives que nous avons de nous-mêmes afin de produire un nouvel imaginaire créateur. (...)

Deuxième caractéristique : la destruction de nos capacités de penser.

L'une des réalités qui frappent le plus les esprits qui réfléchissent sur l'Afrique aujourd'hui est ce que le philosophe camerounais Fabien Eboussi Boulaga et le juriste Maurice Kamto appellent l'absence de pensée. On peut entendre par là le manque, collectivement visible, des capacités à regarder avec lucidité les problèmes qui se

posent, à les considérer avec attention dans toutes leurs dimensions, à en percevoir globalement les enjeux et à imaginer les solutions les plus réalistes et les plus pragmatiques compte tenu du contexte. (...) Une sorte de crise de l'intelligence sociale s'est installée et conduit beaucoup de personnes à renoncer à chercher, ensemble, les réponses aux questions. Cette crise a pour résultat une mentalité pathologique : la conviction que les réponses sont ailleurs, qu'elles doivent venir d'ailleurs, de la part de ceux qui sont payés pour les donner. C'est l'essence même du fétichisme comme mentalité. C'est aussi la source d'un type d'esprit spécifique : l'esprit magique dont Fabien Eboussi Boulaga dit qu'il consiste à miser sur la chance, sur les relations, sur les positions octroyées, et jamais sur la force d'initiatives collectivement imaginées pour changer l'ordre de choses. Ainsi compris, fétichisme et magie promeuvent une sorte de sorcellerie sociale qu'il faut entendre ici comme l'inclination à ne chercher à sortir de la situation désastreuse que l'on vit que par les voies les plus maléfiques, celles qui se nourrissent de l'énergie vitale des autres.(...)

Troisième caractéristique : l'effondrement de l'éducation.

Ne nous leurrions pas : dans beaucoup de nos sociétés, le système éducatif s'est effondré dans son ensemble. Je parle de système éducatif pour éviter que l'on ne pense qu'à la crise de l'école en Afrique. (...) Ce qu'il y a de plus grave, c'est la manière dont les autres instances éducatives de la société africaine démissionnent devant la crise de l'école. Face à l'effondrement des structures économiques de beaucoup de nos Etats, les familles frappées de plein fouet par une paupérisation exponentielle ont cessé d'être le lieu éducatif primordial. Débordées par les nouvelles possibilités sociales qu'offrent les nouvelles technologies de l'information, elles n'incarnent plus les valeurs d'avenir et se trouvent désemparées face à une jeunesse dont les repères n'ont plus rien à voir avec les lois sacrées des ancêtres et qui vit de plus en plus liée aux rythmes de la mondialisation et de nouveaux rêves qu'elle impulse. (..)

Quatrième caractéristique : la flagrante insuffisance de nouveaux lieux d'espoir.

Quand un pays dispose d'un grand nombre des lieux de transformation sociale où s'engagent les énergies les plus inventives de ses forces vives, il crée une vraie toile d'émulation qui permet aux personnes, aux groupes, aux organisations et aux mouvements d'imaginer de nouvelles perspectives et d'innover dans l'action. Plus il y a de lieux d'invention, de dynamisme innovant et de création d'avenir dans un pays et dans tous les domaines, mieux ce pays a de chances certaines de créer des richesses en mobilisant les énergies de la jeunesse dans le sens du développement.

Dans nos nations d'Afrique intertropicale, nous souffrons d'une vraie carence des lieux d'action et d'un réel manque d'espaces vitaux dont la créativité, dans tous les domaines essentiels de la vie, puisse servir de modèle et de levier pour le changement dans la société.(...)

Si l'Afrique veut affronter le drame des jeunes en son sein avec quelques chances de proposer des solutions vraies, il faudra veiller à la construction de nouveaux lieux d'espoir dans tous les domaines décisifs pour notre espoir.

Cinquième caractéristique : la culture du non-sens.

J'entends par culture du non-sens l'état mental d'une société qui fonctionne dans des contradictions telles qu'elle ne sait pas où elle veut aller ni ce qu'elle doit faire pour que les atouts dont elle dispose l'aident à résoudre les problèmes les plus cruciaux auxquels elle fait face.

C'est un non-sens que des pays aussi dotés de puissants atouts naturels que les pays d'Afrique centrale soient parmi les plus pauvres du monde, alors qu'ils ont en leur sein d'énergiques ressources humaines de la jeunesse dans une situation où tout est à faire.

C'est un non-sens que d'immenses richesses soient dilapidées dans la corruption, dans la politique du ventre, dans des choix économiques chaotiques et dans l'utilisation irresponsable des biens communautaires au sein des pays où un peu d'organisation et de rationalisation donnerait à la jeunesse de gigantesques possibilités de créativité.

C'est un non-sens de se blinder dans des politiques de dictature là où la confiance à la démocratie à tous les niveaux libérerait d'extraordinaires énergies pour l'engagement local, national, régional et continental de transformation sociale.

C'est un non-sens que des peuples dont la philosophie séculaire est celle de la concorde et de l'harmonie deviennent aujourd'hui des terres de violence, de guerres sans fin et de destruction permanente et massive des vies humaines, dans un contexte où des millions de jeunes ont besoin d'être mis au service de la construction de leur avenir.

C'est un non-sens de voir triompher des religiosités d'enthousiasme pathologique là où l'on a besoin d'un Dieu qui nourrisse les puissances de la raison, de l'organisation, de la créativité et de la responsabilité. On ne peut pas espérer que la jeunesse deviendra responsable et créative si rien ne lui est proposé en termes de construction du sens.

Les révolutions nécessaires.

Je pense en premier lieu à la révolution de l'imaginaire : celle qui proposerait à la jeunesse une vision, une image, une représentation et des rêves pour rompre avec l'Afrique du négatif et imaginer l'Afrique réellement créative.

Je pense ensuite à la révolution de l'éducation : celle qui fournirait au nouvel imaginaire des énergies et des stratégies concrètes d'engagement à la transformation sociale et à un nouveau projet d'humanité.

Je pense également à la révolution de nouveaux lieux d'espoirs : celle qui doterait nos pays d'une toile d'expériences de réussite à partir desquelles nous construirons l'avenir.

Je pense en même temps à la révolution de l'engagement politique : elle consiste à donner priorité aux actions du changement à l'échelle des terroirs locaux pour ne pas laisser phagocyter tout l'ordre social par les hautes sphères des pouvoirs centralités ou par les seigneurs des « Etats manqués » (l'expression est de Noam Chomsky) qui forment l'espace politique africain aujourd'hui.

Je pense enfin à la révolution du sens : celle qui ouvrira à l'Afrique nouvelle l'horizon ultime des valeurs, des normes et des repères sur lesquels pourra être fondée la force d'une civilisation de la solidarité et du bonheur dont les jeunes devront être le moteur (3).

2. L'accès au travail : véritable casse-tête congolais pour les jeunes de Goma !

Par Micheline Mwendike et Freddy Nzonga.

La Déclaration universelle des droits de l'homme, publiée par l'ONU, stipule que tous les hommes ont fondamentalement "droit au travail". Et la Constitution en vigueur en RD Congo, à son article 36, édicte que : « Le travail est un droit et un devoir sacrés pour chaque Congolais. » Dans la réalité, cette prérogative n'est toujours pas garantie par une application quelconque. Il n'est pas rare que des milliers de jeunes diplômés se retrouvent au chômage au lendemain de leurs douloureuses années d'études et que des manifestations et des émeutes éclatent à la suite de la pénurie ou de la précarité de l'emploi.

Dans la ville de Goma, l'idéal que chacun ait un emploi rémunéré n'est pas encore imaginé. C'est ainsi que de jeunes diplômés universitaires et d'autres jeunes sans qualification errent à travers la ville, comme des âmes en peine, sans même l'espoir de se voir sollicité pour appliquer les connaissances acquises à la sueur des fronts de leurs courageux parents. Des questions sur le problème d'embauche des jeunes viennent alors à l'esprit :

- Quelles autorités peuvent spécifiquement aider les jeunes à se retrouver facilement sur le marché de l'emploi ?
- S'il existe une politique cohérente de promotion de l'emploi des jeunes dans notre province du Nord-Kivu, quels en sont les moyens de mise en œuvre ?
- Que peuvent faire les jeunes pour faire valoir leur droit à l'emploi ?

1. De l'université à l'emploi : *les défis du monde du travail.*

Les jeunes diplômés de Goma s'interrogent pour savoir jusqu'à quand ils attendront pour avoir du travail. Les jeunes diplômés universitaires finissent tous ou presque dans le même tunnel : "le chômage". Leurs parents ou mécènes, quant à eux, font la douloureuse expérience de l'inutilité de ces études, qui par ailleurs coûtent trop cher par rapport aux capacités des escarcelles des pourvoyeurs des fonds qui les financent. Pour prendre un exemple : un étudiant de l'ULPGL / Goma coûte chaque année au minimum 500 \$ à ses parents et cela sans compter le logement, le transport et la restauration et d'autres menus frais comme les syllabus improvisés ou l'achat de diverses autorisations. Signalons en passant que le salaire mensuel moyen d'un fonctionnaire de l'Etat est aujourd'hui de 15.000 Fc soit environ 18 \$. Pour que cet étudiant obtienne sa licence, en cinq ans, ses parents auront dû déboursier autour de 5.000 \$ et cela sans compter que l'heureux lauréat lui-même aura été parfois dans l'obligation de fournir de grands efforts non monétaires pour avoir de bonnes notes. Le nouveau diplômé, dès la fin des fêtes grandioses, à l'occasion de la défense de son mémoire, de la collation de son grade académique et des réceptions de félicitation, se retrouve sur la longue route de la recherche d'un emploi. N'ayant pas les années d'expérience exigées, il n'aura pas de travail et donc pas de rémunération. Voilà que notre jeune savant continue à dépendre de ses parents ou de ses sœurs qui gèrent des boutiques ou font du business partout et même là où c'est inimaginable.

L'ironie est que ceux qui n'ont pas étudié mais qui possèdent des fortunes ou qui, par un moyen ou un autre, sont parvenus à décrocher un emploi, sans qualification ni expérience avérées, se moquent de ceux qui ont fait de longues études en disant : « L'école c'est zéro ! Le niveau d'études n'achète pas la bière ! » De telles personnes se refusent souvent à recruter des jeunes diplômés, surtout universitaires, non pas pour le manque d'expérience de ces derniers, mais par peur d'avoir à leurs côtés des collègues suffisamment qualifiés pour les remplacer à plus ou moins brève échéance. Le gouvernement provincial, qui a l'enseignement dans sa compétence exclusive, ne devrait-il pas se pencher sur cette question pour rendre plus attrayante la préparation de l'avenir du pays ?

En fait, cette crise de l'emploi que connaît la ville de Goma et le pays tout entier est consécutive à la mégestion actuelle du pays qui se manifeste par la mauvaise redistribution des ressources, la corruption et la concussion impunies et le manque d'un programme de gouvernance ambitieux intégrant particulièrement les solutions aux problèmes des jeunes. En effet, en tenant compte des données chiffrées en notre possession, la ville de Goma compte plus de 20 institutions d'enseignement supérieur et universitaire. Pour l'année académique 2007 - 2008, le nombre de ceux qui fréquentent ces établissements avoisine 8.500. Si on applique un taux de réussite minimisé de 60% par an (dans la réalité, il dépasse les 70%), cela donne, à l'horizon 2013, 5.100 jeunes universitaires présents sur le marché du chômage. Ces jeunes se seront ajoutés à tous ceux que les universités et Instituts supérieurs ont déjà lancés à la recherche de l'emploi. Or, ce n'est pas en 2013 que l'enseignement supérieur

¹ Chick eza rien ! Masomo haiuzake pombe !

cessera de coller des grades académiques aux jeunes de Goma. Le problème des chômeurs intellectuels va donc continuer à se poser avec acuité. Vers quels horizons regarde tout ce monde ?

Lors d'une récente audience publique organisée par le Mouvement Intellectuel pour le Changement au CRD / DAI / Goma (11 mai 2009.), le maire de la ville de Goma, Mr Rashidi Tumbula, a révélé qu'au terme du recensement administratif du premier trimestre 2009, sa juridiction comptait 790.000 âmes et que, sur ce chiffre, il ne pensait pas trouver 50.000 personnes qui aient un emploi rémunéré. L'interrogation qui est restée sans réponse était celle de savoir ce que faisaient les 740.000 restants pour vivre ! Or, quand on sait que la ville de Goma n'échappe pas aux réalités sociologiques et démographiques des autres villes du pays, il est facile d'imaginer que 60% de ce chiffre de sans ressources définies est constitué par les jeunes, soit 444.000 personnes. La ville de Goma est-elle capable d'absorber une telle quantité de main d'œuvre ? Quels sont les efforts déployés par les gouvernants et les autres acteurs concernés en vue de favoriser l'accès des jeunes à l'emploi ?

Dans les rues, plusieurs jeunes diplômés, dépouillés de tout espoir, sont exposés à divers risques dont le recrutement dans les bandes et milices armées. Est-ce pour un tel avenir qu'ils ont été formés ? Certains jeunes, voyant les années passer et se ressembler, plus pour satisfaire des besoins physiologiques qu'autre chose, se résignent à se conformer aux normes sociales de la région et fondent un foyer sans rien qui puisse justifier un lendemain prometteur. Faut-il encore se poser la question de savoir pourquoi la vente de boissons fortement alcoolisées est si florissante ? Nombre de nos jeunes diplômés, ne trouvant aucun autre moyen de se distraire ou d'adoucir leur désespoir se résolvent à noyer leurs soucis dans les hallucinations de l'ivresse. Ils prennent des remontants vendus à des prix abordables. Le flacon de 250ml d'alcool à 17% coûte 500Fc soit 0,6 \$. Certains, qui ne s'avouent pas vaincus, inventent mille astuces pour survivre. Ce système de débrouillardise est désigné, dans les milieux universitaires de Goma sous le vocable "chômage caché". Il s'agit d'exercer de petits métiers, sans avantages sociaux définis, comme ceux de chauffeur de taxi, motard, cordonnier, coiffeur, électricien domestique improvisé, petit pétrolier ou même maçon sur commande.

Ceux qui entreprennent de petites activités économiques se heurtent au problème d'accès au crédit si ce n'est pas à celui des taxes dont la nomenclature et le taux sont variables suivant le taxateur. Ce sont ainsi des dizaines et des dizaines de boutiques, salons de coiffure, cabines téléphoniques, petites boulangeries familiales qui naissent ou disparaissent chaque mois à Goma. On voit aussi des jeunes se courber devant les opérateurs économiques, dits "nouveaux riches", pour être embauchés comme vendeurs ou garçons de course pour un salaire dépassant rarement 20\$ par mois et cela sans contrat de travail. Mais, ne serait-il pas salvateur pour la population urbaine que les petites unités économiques spontanées bénéficient d'un régime promotionnel particulier pour permettre d'absorber les masses de chômeurs dont le nombre est juste soupçonné ?

Plusieurs jeunes passent leur journée en train de déambuler avec leurs C.V. et photocopies de titres scolaires sous le bras. Ils gagneraient peut-être à créer un mouvement destiné à faire pression sur les dirigeants pour :

- qu'ils favorisent l'emploi en milieu rural ;
- qu'ils améliorent les investissements et l'environnement macro économique ;
- qu'ils rendent plus accessibles les formations techniques ;
- qu'ils abordent de manière sérieuse les questions de démographie ;
- qu'ils améliorent les conditions du marché de l'emploi et soutiennent les jeunes dans la recherche d'un emploi.

2. Du "Maïbobo" à l'adulte : *la rue comme père ou repère !*

Il n'est pas rare, dans nos villes congolaises, de constater qu'il y a des personnes âgées de 8 à 20 ans, non soumises à aucune autorité parentale et sans respect pour les normes sociales établies, qui sont en train d'errer dans les rues et même d'y passer la nuit. A la suite de la détérioration du tissu socio-économique suite aux guerres multiples et au marasme économique qu'ont connu le pays et la province du Nord-Kivu et la mauvaise gouvernance devenue structurelle, beaucoup de parents ont pris l'option de faire comme s'ils n'étaient pas responsables de leurs enfants. Ces derniers se retrouvent libres et obligés de survivre par leur seule imagination. On les voit agglutinés aux vitres des voitures et des bus, tendant la main pour quémander quelques pièces de monnaie ou une tige de cigarette. D'une manière générale, ils font tellement partie du décor quotidien urbain que personne ne fait plus attention à eux.

On les appelle « enfants de la rue ». D'autres appellations comme "enfants orphelins de parents vivants", "enfants non gérés" ou "enfants non accompagnés vivant à l'air libre" sont des euphémismes destinés à cacher une réalité qui demeure difficile et gênante. Cela dénote plutôt un manque de vision commune du problème. En effet, pour le maire de la ville de Goma, il s'agirait plutôt d'enfants non gérés. Par qui devraient-ils l'être ? A l'Inspection Provinciale de la Police Nationale Congolaise du Nord-Kivu ils sont identifiés comme "enfants marginalisés" et définis comme « enfants ou groupement d'enfants délaissés par la famille, vivant sur la place publique, victimes ou auteurs de violences et ce en dehors de l'autorité parentale et échappant à l'éducation pour être utile à la société. » Tout est dans cette définition : de ce qu'il faudrait faire jusqu'à ce qui doit être puni. Le commun des mortels, lui, préfère leur donner une dénomination propre au langage populaire. On parle alors de "Maïbobo", "Mike", "Shege", "Phaseur", etc....

De source policière, à Goma, ils se comptent entre 300 et 500 situés dans la tranche d'âge de 6 à 20 ans. Ce chiffre est plus que vraisemblablement une sous estimation. Les raisons citées pour expliquer leur présence dans la rue sont nombreuses : délinquance, mouvement de masse, jeunesse en quête d'identité, sorcellerie imputée gratuitement, querelles permanentes au foyer, divorce des parents, pauvreté, migration, guerres, violences subies à la maison, etc... Les points de concentration de ces enfants dans les rues de Goma se situent aux points stratégiques pour la mendicité ou le vol à la tire. C'est ainsi qu'on les rencontre aux ronds points (Bralima, Rutshuru, BEDGL), aux marchés (Virunga, Birere, Alanine), au point dit

“Deux Lampes”, dans le domaine RVA à Katindo et à l’entrée Kituku (Terminus vers l’ULPGL)

Ces enfants, qui n’ont pas un minimum d’éducation, ayant quitté le toit paternel à très bas âge et n’ayant aucune spécialité pour exercer un métier, vivent par des larcins (vol de téléphones, de porte-feuilles, ...) La consommation de drogues et de boissons alcoolisées est quotidienne. N’étant pas des enfants contrôlés, ils sont aussi souvent utilisés comme vengeurs ou exécutants de projets de violence dans la ville de Goma. En effet, il est de plus en plus fréquent que certaines personnes confient des missions de violences meurtrières à ces enfants contre quelques dollars. Etant pauvres et dépourvus de tout repère moral, il s’y adonnent sans peser le pour et le contre. Au-delà de tout ce qui précède, ils violent les malheureuses filles trouvées au mauvais endroit au mauvais moment. Les rues de Goma ont-elles été faites pour héberger des enfants sans aucune surveillance ? Est-il possible de dépasser ce phénomène insécurisant pour la société toute entière ? Si oui, quels peuvent être les moyens d’y arriver ?

La problématique des enfants de la rue est très délicate surtout parce qu’elle commence à se vivre comme une fatalité. Pour les habitants de la ville de Goma, la peur c’est de voir ces enfants rester à jamais dans la rue et passer d’enfants de la rue à jeunes de la rue, parents de la rue et pourquoi pas un jour devenir grands parents de la rue. Des efforts conjugués doivent être fournis par différents acteurs engagés dans cette problématique, mais l’Etat doit rester le centre d’impulsion de toute action salvatrice pour des lendemains meilleurs pour ces enfants victimes de l’irresponsabilité des adultes. La revalorisation sociale de ces jeunes enfants de la rue n’est possible qu’à travers une rééducation, un apprentissage des métiers et un accompagnement nécessaire à leur maintien dans la société.

3. L’emploi d’aujourd’hui à demain : entre *déficit de gouvernance et crise globale*.

La question de l’avenir de la jeunesse dans la ville de Goma est et reste posée tant qu’il n’y aura pas de mesures qui vont dans le sens de favoriser et de promouvoir l’emploi des jeunes pour leur permettre de faire partie de la classe moyenne urbaine. Le contexte démographique de la ville nous permet d’observer les mouvements quotidiens des citadins qui, chaque matin, se ruent vers le centre-ville. Cela s’accompagne d’un embouteillage de quelques kilomètres où les véhicules privés et ceux des transports en commun se gênent mutuellement entre 7h et 10h et le soir à partir de 17 h. Si on ne fait pas attention, on peut croire que tout ce monde a un emploi ou une profession définie qui l’amène à se rendre en ville avec autant de détermination. Quand on y regarde de près, on constate que ce qu’on appelle “ville”, c’est le lieu d’exercice de petits métiers de l’informel du genre commissionnaire plus ou moins clandestin, bagagiste, pointeur, vendeur, garçon de course, indicateur, etc... C’est ce qui explique que des milliers de personnes s’entassent sur un petit espace appelé “centre-ville” alors qu’il est situé à l’extrême Est de la ville. Comme précédemment signalé, ce sont plus ou moins 740.000 personnes qui semblent, aux yeux de l’autorité urbaine, errer sans emploi dans la ville de Goma. Ce nombre

horrifiant de désœuvrés est pour notre société une bombe à retardement qui interpelle sur les précautions à prendre pour occuper cette masse qui se multiplie de façon vertigineuse moins à cause des naissances qu'à cause du contexte socio politique de la province. Les membres du Mouvement Intellectuel pour le Changement viennent de s'entretenir avec une source proche de l'Office National de l'Emploi, organe technique du ministère qui a l'Emploi dans ses attributions. D'après cette source, le nombre de demandeurs formels d'emploi est arrivé à 9.982 en 2009, pour la ville de Goma et ses environs. Au 14 mai 2009, seuls 3.704 avaient déjà trouvé du travail, soit 37%. Et sur ce nombre, 3.333, soit 90%, étaient casés dans les ONG. Or, les emplois procurés par les ONG sont précaires en ce sens qu'ils sont strictement dépendants de la durée du financement des projets. Le restant des emplois est essentiellement offert par les opérateurs économiques de la place qui ne signent pas de contrat de travail avec leurs employés. Nous avons aussi remarqué que beaucoup d'unités économiques privilégiaient les aspects identitaires ou familiaux au recrutement. La problématique de l'emploi se pose donc avec acuité dans la ville de Goma. En même temps, toujours en référence à l'ONEM, la population des personnes qualifiées demandeuses d'emploi est en constante augmentation. Il y a 3 ans, elle s'élevait à 9.954. Cette année 2009, le nombre de diplômés universitaires recensés au chômage est de 21.473. Ce qui doit inquiéter toute autorité responsable. La faible participation des privés à la résolution de ce problème et la non promotion de la création d'emplois des jeunes mettront bientôt à nu le caractère plus qu'éphémère des initiatives actuelles d'emplois de manœuvre pour les gros travaux sur la chaussée à Goma. En effet, les plus hautes autorités du pays viennent de décréter le renouvellement de la voirie et de l'éclairage urbains. Cela va occuper quelques centaines de personnes jusqu'au 30 juin 2009. Et après ?

4. Entre drame et espoir.

Le vrai défi pour la jeunesse congolaise en général et pour celle de Goma, en particulier, réside dans l'exigence de s'épanouir dans une société qui assure la possibilité de se construire une destinée de bonheur quand cette jeunesse se retrouve plutôt devant une absence de solutions concrètes et efficaces à son drame. Les jeunes auraient besoin d'être conduits aussi loin que possible sur le chemin du savoir, du savoir-faire et du savoir-être. Mais, ceci repose sur la stabilité d'une cellule familiale qui fonctionne et qui encadre suffisamment ses enfants pour ne pas produire des enfants de la rue qu'ailleurs on appelle "les enfants de personne". Au lieu de cela, les adultes conduisent les jeunes aux pires extrémités au nom de l'ethnie, de la conquête ou de la conservation du pouvoir ou au nom d'une certaine idée que l'on se fait de l'autre homme considéré comme un simple cancrelat à écraser. De tels agissements ne peuvent conduire qu'à la catastrophe.

Aux jeunes détenteurs d'un papier attestant une formation reçue, l'absence d'une politique de l'emploi ne laisse que la seule perspective du chômage. Et pourtant, l'imagination créatrice des jeunes est un atout sur lequel pourraient se baser les formateurs pour que les jeunes deviennent de vrais transformateurs sociaux. Il n'y a qu'à voir à quel point la culture musicale et les dynamiques des nouvelles danses

congolaises structurent la vie des jeunes vers un délire collectif, éloigné de la construction éthique de notre société. Notre société risque de ne rester qu'une immense jungle, dépourvue d'un ordre social qui exige de chacun un comportement digne. Cette force de création et d'émulation de nos jeunes doit être positivée et orientée vers le renforcement des énergies inventives pour ramener l'espoir et la confiance dans la capacité de la jeunesse à proposer des alternatives viables.

- Que faire alors pour briser les politiques de dictature et construire la confiance en la démocratie pour que les jeunes se retrouvent dans un cadre où ils peuvent libérer leurs énergies afin d'opérer des transformations sociales ?
- Comment lutter contre la politique du ventre des dirigeants, la corruption généralisée, les choix économiques catastrophiques et l'utilisation irresponsable des biens communautaires pour que les jeunes aient à leur disposition des structures et des opportunités qu'ils peuvent exploiter pour expérimenter des réponses nouvelles aux besoins du peuple ?
- Enfin, par quels mécanismes engager les jeunes sur la voie de la collecte et de l'exploitation d'expériences de réussite pour se forger des repères sur lesquels pourra être fondée la force d'une civilisation du bonheur partagé dont les jeunes devraient être le moteur ?

Ce sont les réponses ou les attitudes face à toutes ces questions et à d'autres qui mettront la jeunesse congolaise sur la voie de la réalisation de leur ambition d'un autre destin pour leur pays tant de fois meurtri.

3. Jeunesse exploitée : des citoyens morts nés ?

Par Sr Deodata BUNZIGIYE, Coordinatrice du Collectif Alpha Ujuvi, membre de Pole Institute

La découverte d'enfants exploités économiquement et abusés sexuellement dans la ville de Goma nous donne une image qui fait penser à des bourgeons de fleurs abîmés avant d'atteindre leur éclosion. En effet, dans son rapport sur l'exploitation socio-économique et sexuelle des petites filles, clôturant une enquête menée dans le quartier Mapendo de la Commune Karisimbi en juin 2008, le Collectif Alpha Ujuvi fait état de fillettes contraintes à l'apprentissage de danses obscènes, violentées par des adultes et utilisées comme servantes et prostituées dans des débits de boisson. Ce rapport relève que 75 filles, dont l'âge varie entre 10 et 15 ans, ont été abusées sexuellement. La moitié était utilisée pour des travaux ménagers chez une certaine "Tantine". Cette dernière faisait venir régulièrement des hommes, en majorité des policiers, qui couchaient avec ses victimes. D'autres petites filles travaillaient dans des bistrot de la place et, pendant la nuit, étaient prises soit sur leur lieu de travail soit sur la route de retour par des civils ou des hommes en uniformes de militaire ou de policier. La plupart de ces enfants sont orphelines ou viennent de foyers séparés ou très pauvres.

La politique du Collectif Alpha Ujuvi en faveur des enfants de la ville de Goma.

Lors du lancement officiel du programme d'alphabétisation en 2003, nous avons vite compris qu'il fallait une place spéciale pour les enfants dans nos activités de récupération scolaire. Les enfants recrutés au départ étaient en majorité ceux qui traînaient dans les rues ou les petites filles qui sillonnaient les bars à la tombée de la nuit. La récupération scolaire fut dès lors, un moyen de les faire sortir de cette situation dangereuse. Au début, avec l'aide du Programme Alimentaire Mondial (PAM), les enfants étaient nourris à l'école. Ce qui ne résolvait pas le problème de la pauvreté de leurs familles. De notre côté, nous n'avions pas grand chose à offrir aux familles, à part le programme éducatif donné gratuitement. Jusqu'en 2006, le programme de récupération initié avait comme politique la réinsertion des enfants dans le programme national ordinaire. L'école construite à cette fin, avec l'appui de l'ONG Action Aid, fut dénommée « *Centre d'application de récupération scolaire "FURAHINI"* ». Furahini, mot swahili qui signifie « réjouissez-vous », était une dénomination adoptée avec l'idée de rassurer les enfants quant à leur nouvelle chance de rattraper la formation qu'ils n'avaient pas pu obtenir auparavant. Dans cette perspective, pour répondre aux problèmes sociaux des enfants, il fut placé dans chaque classe, à côté de l'enseignant, un agent social pour les espaces de maturation: contact avec les parents, suivi, soins médicaux, problèmes d'adaptation, etc.....

Engagement contre le proxénétisme

Le programme de récupération s'est vite confirmé dans son aspect psychosocial étant donné les difficultés auxquelles l'organisation faisait face. C'est ainsi que, depuis le mois de mai 2008, le Centre Furahini est devenu une véritable école d'application de récupération scolaire. C'est ensuite qu'il connaît un tournant particulier avec la découverte du phénomène d'exploitation économique parmi ses élèves filles proies des proxénètes.

Deux types d'éléments ont servi d'indicateurs pour alerter le centre : d'une part, pendant les leçons, il avait été noté des attitudes négatives chez certains apprenants : fatigue exagérée, sommeil, nonchalance, perte totale d'attention et, d'autre part, l'aveu des concernées elles-mêmes lors des enquêtes a confirmé leur fréquentation de maisons où de femmes mal intentionnées les exploitaient à des fins de prostitution. Les enquêtes préliminaires arrivèrent rapidement à quelques constats :

- 1) Existence réelle d'une *école de danse: "KAMUNYONGA"* où les petites filles, amenées d'abord à l'initiation à la sexualité, sont ensuite versées dans la prostitution. L'une des dames qui organisent ce genre d'activités fait abuser 6 enfants par nuit et, en contrepartie, donne à ces dernières un peu de nourriture et 100 FC (0,1\$us) sur la somme lui laissée par ses clients qui payent au moins 50 \$ US par enfant abusé.
- 2) Parmi les élèves du centre, certaines travaillent dans les bistrotts de la ville jusqu'à des heures tardives avec tous les risques que cela suppose.

Que faire alors ?

Des séances de sensibilisation, des rencontres et entretiens individuels, voire des visites à domicile là où cela était possible, ont été effectués par notre organisation ALPHA UJUVI. La journée de l'enfant africain, célébrée le 16 juin 2009, a été marquée par une conférence de presse où le face à face « *autorités – enfants* » a eu comme point d'orgue l'état d'avancement de la question de l'exploitation sexuelle des enfants dans la ville de Goma. Les trois conclusions notées dans notre rapport y relatif ont été rappelées et soulignées :

- Ces abus infligés aux enfants ne peuvent pas être tolérés, même sous le prétexte fallacieux d'assistance.
- L'impunité dont bénéficient les délinquants devra cesser et laisser place à la justice.
- Les espaces qui favorisent ces désordres méritent la surveillance des agents de la Police Nationale Congolaise. Il s'agit, entre autres, de ces espaces vides çà et là dans la ville où les délinquants se réfugient, de salles de cinéma de fortune, de terrains de football en soirée et de petites boutiques et bistrots.

A l'issue de cette journée, qui a provoqué un fort mécontentement des proxénètes qui, depuis lors, menacent de mort les rescapées, plusieurs personnalités ont soutenu nos efforts :

- L'ordinaire du Lieu, Son Excellence Mgr Faustin NGABU, a manifesté une grande compréhension du phénomène et nous a encouragé à mettre en œuvre des stratégies prudentes pour des enquêtes à travers les paroisses catholiques de la ville de Goma.
- La Police chargée de la protection de l'enfant a confirmé les résultats de nos enquêtes de terrain ;
- Les parents se sont rendu compte de l'ampleur du phénomène.
- Les leaders locaux, dont les responsables des quartiers et des confessions religieuses, ont à présent une compréhension commune du problème.
- Les ONG et Associations pour la protection de l'enfance s'engagent désormais vers des actions concrètes et concertées.

En fin des compte, c'est important de noter que tout cela doit nous engager, comme acteurs de développement, à être plus vigilants et conséquents pour l'éducation de notre jeunesse qui est notre avenir. Le Centre Furahini, qui a vu le jour dans ce contexte social particulier, à l'initiative des Religieuses Ursulines de Tildonk, devra continuer sa politique qui est celle de l'éducation pour tous. Heureusement qu'il s'est joint, depuis septembre 2008, au Centre d'application « Goma – Espérance » fondé, dans le même objectif, par l'Abbé Boniface NTAGANIRA du Diocèse de Goma et qui fonctionne au quartier périphérique de Mugunga. C'est ce qui encourage le Collectif Alpha Ujuvi à continuer à soutenir les familles et à accompagner les initiatives locales pour une meilleure protection de l'enfant de Goma et du Nord-Kivu.

Goma, juillet 2009.

4. Dynamisme des jeunes : une valeur dévoyée

par Freddy Nzonga, Micheline Mwendike et Prosper Hamuli

1) Du mauvais usage de la liberté

Sur toutes les routes de l'Est de la RD Congo, de Uvira au Sud-Kivu à Mahagi en Ituri, la moto est la reine du trafic. Les motards sont des jeunes qui vivent du transport des personnes par ce moyen assez modeste et pratique. Seulement, tout irait comme dans le meilleur des mondes si tous ces jeunes daignaient se plier au code de la route toujours et partout. Cette liberté prise avec une réglementation dont le respect préserve des vies humaines est symptomatique de l'émergence d'une culture chaotique résultant de la vie dans un contexte de non Etat. Et ce n'est pas seulement là que cela se manifeste. Dans plusieurs coins du pays, comme à Kinshasa par exemple, la recherche de l'argent facile réduit dramatiquement la distance entre ce qui est permis et ce qui est intolérable.

A l'occasion de deuils, on voit des jeunes, les mains pleines de boue, barrer les entrées de leur avenue et obliger tout passant à payer un droit de passage sous peine de se voir barbouillé. Souvent, les "receveurs" de cet argent, perçu au nom de la famille en deuil, en sont aussi les seuls bénéficiaires.

Dans les milieux universitaires, les deuils sont aussi l'occasion de barricader les routes pour s'emparer de véhicules de transport en commun. Les passagers sont priés de descendre et les véhicules réquisitionnés pour transporter les "pleureurs" au cimetière sans aucun égard au sort des pauvres chauffeurs dont l'unique repas vespéral est fonction de la recette de la journée.

Dans un autre registre, les élections des représentants des étudiants dans nos universités, véritable démonstration des effets de la manipulation identitaire, sont l'un des baromètres les plus probants de la tribalisation qui envahit plusieurs secteurs de la vie des jeunes et des vieux.

2) Une créativité débilisante

On ne compte plus le nombre d'Associations montées par les jeunes. Hélas, la plupart sont éphémères parce que l'enthousiasme qui les porte ne dure pas plus longtemps que la vie d'un feu de paille. Mais, même cette brève existence suffit pour faire constater aux jeunes que leurs invités à leurs ateliers ne sont fortement motivés qu'en cas de promesse d'un "payement". Les mots magiques s'appellent per diem, transport, pagne, T-Shirt, cocktail. Lorsque au moins trois de ces mots sont réunis, l'Association hôte peut être assurée de faire salle comble. Dans le cas contraire, les organisateurs risquent de se retrouver tout seuls au lieu de rendez-vous. Les jeunes engagés qui espèrent élargir leur cercle à l'issue des échanges sont très déçus de cette attitude quelque peu mercenaire. Quelle que soit la pertinence de la cause débattue, il n'y a presque pas d'actions consécutives à l'acceptation ou à l'adoption des idées-force dégagées au cours de l'atelier.

L'imagination des jeunes en quête de revenus est débordante. Ils s'associent pour arracher des "soutiens" divers. Club des jumeaux, des aînés, des amis de Moïse Katumbi, de soutien aux œuvres du Président ou du Gouverneur, Jeunesse AMP, etc...n'ont d'autre but que d'exister pour flatter l'Ego des généreux donateurs ciblés. A coté de cette démarche associative, fleurit une autre, plus individualiste, appelée "*Oncle, donne-moi !*" Dans la recherche de sa survie, le jeune fait le tour de ses connaissances et membres de famille pour demander de l'aide pour son transport, son hospitalisation, un complément alimentaire ou pour des motifs humanitaires. Parfois c'est la recherche du confort qui le mobilise comme quand il veut de l'argent pour les soins de beauté ou la communication (les fameuses "unités"). Tout cela nécessite de l'argent et encore de l'argent qu'il faut bien trouver d'une façon ou d'une autre.

Notons cependant, qu'une mobilisation sur des bases positives est possible, comme l'attestent les associations du genre "Amicale des anciens de (X école...)" où les jeunes se retrouvent sur base d'une référence unificatrice pour perpétuer un idéal. Parfois ils expriment leur engagement comme dans la Dynamique T qui lutte contre la toxicomanie, prennent un positionnement comme dans la V.S.F. (Vision Sans Frontières) ou s'habituent à tirer les leçons d'un débat d'idées comme dans CARO (Club des Auditeurs de Radio Okapi).

5. *Les racines du mal*

a) Les réunions des jeunes se font sur le modèle des séminaires organisés depuis des décennies par des ONG qui portent l'habitude de budgétiser un "paiement" aux participants. Qu'il s'agisse du pagne offert aux participants à une marche de protestation ou du transport consenti après une dure journée passée en atelier, le cadeau est lu à la lumière des bonnes manières inscrites dans nos traditions : l'invité rentre toujours avec quelque chose. En effet, il ne viendrait à personne l'idée de raconter à ses amis qu'il a été avec tel ministre pour ne pas souligner ce qu'il a reçu ou pas ! Les jeunes rapportent d'ailleurs l'anecdote d'un groupe d'étudiants reçu par un ministre qui, à la fin de l'entretien, a remis une enveloppe à ses hôtes. Dans le véhicule qui les ramenait, les étudiants ont vite fait d'ouvrir, avec la fébrilité qu'on peut imaginer, l'enveloppe qui contenait le trésor. A leur très grande déception, il n'y avait qu'une feuille de papier qu'ils ont immédiatement froissée. L'un d'eux a quand même déplié le papier pour le lire. Le ministre leur avait remis un message du Président de la République qui les exhortait au patriotisme en ces temps difficiles que traverse notre pays. Aucune référence n'étant faite à une quelconque promesse de cadeau, le papier a été jeté hors du véhicule. C'est une sorte de **culture** qui s'est installée !

b) Sur le terrain de l'**économique**, la pauvreté ambiante pousse les jeunes à toutes ces combines pour essayer de tirer leur épingle du jeu. Le prix d'un pagne porté en uniforme lors d'une manifestation est l'équivalent de la moitié ou du tiers d'un mois

de salaire d'un honnête agent de l'Etat. Un tel "cadeau" peut-il se gagner aussi facilement ailleurs ?

c) Au plan **politique**, à tous les niveaux de l'Etat, les dirigeants pratiquent une politique de "dons" personnalisés. Un pont jeté sur une rivière est présenté comme une libéralité de l'autorité qui l'inaugure. A travers le pays, depuis deux ans, quelques fournitures scolaires sont distribuées, au nom du gouvernant "mécène", dans les classes élémentaires de centaines d'écoles primaires, en lieu et place de la gratuité de l'enseignement primaire inscrite dans la Constitution. Quand on sait que la distribution de ces "dons" remplace tout programme de gouvernance, on comprend mieux le désarroi de tous ces citoyens qui n'y retrouvent pas leur compte.

Conclusion

Tout ceci conduit à une culture de démission sur le plan politique et de la cueillette comme stratégie économique chez les jeunes. Une réflexion s'impose sur les angles d'attaque et les actions à mener pour ramener la jeunesse congolaise à une vision plus réaliste de sa participation plus efficace à la solution de ses propres problèmes. Goma, 23 Février 2009.

5. Taxes payées sans contrepartie : Cas des jeunes coiffeurs de Goma.

Par Guy SUMAILI BAGAYA

Nous sommes l'Association des Coiffeurs Contre le SIDA (ACCOSI). Notre siège social est situé au quartier Mabanga Sud, avenue Mutongo n°164 en diagonale du bâtiment de l'Office des Routes. Nous avons voulu partager avec tous cette réflexion sur les taxes et les impôts payés par les salons de coiffure de la ville de Goma comme contribution au débat sur la contrepartie aux devoirs civiques.

« Payez les taxes de l'Etat sinon je ferme ce salon ». C'est par cette phrase entendu souvent dans plusieurs salons de coiffure lorsqu'il est question de recouvrement de ce qui dû à César, que nous introduisons notre réflexion. Fermer un salon c'est nous envoyer où ? Etant donné que les nombreux besoins de la société demandent la participation de tous, pour être satisfaits, couper les cheveux d'un homme ou coiffer une femme c'est en même temps créer la beauté et s'occuper de l'hygiène du corps humain. C'est pour cette raison que nous pouvons dire que le coiffeur participe à la solution des problèmes du domaine touristique et de santé publique et en plus son salon est une micro entreprise oeuvrant pour le relèvement socio-économique de la société congolaise. En effet, là se produit un revenu ; c'est-à-dire que le jeune qui y passe apprend un moyen de gagner sa vie, mais, malheureusement, le peu que gagne un coiffeur demeure toujours insuffisant pour satisfaire ses besoins les plus fondamentaux. Qu'à cela ne tienne ! L'Etat aussi se pointe pour réclamer son dû. Au moment où nous traitons cette question nous savons que tout citoyen qui se respecte a le devoir moral de respecter les lois et la constitution de son pays. Réciproquement,

l'Etat aussi doit nécessairement apporter son appui et sa protection à cet humble citoyen.

Les salons de coiffure doivent s'attendre à payer quoi à qui ? Combien de taxes doivent-ils payer ? Ces questions nous assaillent souvent à chaque fin d'année. On assiste au défilé de différents agents des services de l'Etat et même des services dont nous ignorons jusqu'à l'existence. A combien de services de l'Etat les salons sont-ils redevables ? Pour répondre à cette question nous avons dénombré les services dont nous avons déjà vu les agents nous arriver lors du recouvrement:

1. Division de la culture et des arts ;
2. Direction provinciale du fonds de promotion culturelle ;
3. Direction provinciale de la SONECA ;
4. Division provinciale de l'environnement ;
5. Division provinciale du PME A ;
6. Direction générale des impôts (DGI) ;
7. La mairie ;
8. La commune.

A Combien de taxes et impôts exactement doit-on faire face ? Pour répondre à cette deuxième question, il s'agit d'énumérer maintenant les taxes que perçoivent les services de l'Etat dans un salon de coiffure. Le montant dépasse largement 360\$ en une année surtout que certaines de ces taxes sont mensuelles.

De ce fait, pour surmonter toutes ces difficultés qui sont à la base du non épanouissement de plusieurs salons de coiffure, les coiffeurs se sont réunis en association, constituée sous forme de syndicat, en vue de poser leurs problèmes et de mener des négociations avec tous ces services en ce qui concerne la nomenclature souvent imposée à nous. Nous leur soumettons aussi nos propositions pour leur montrer ce que nous sommes à mesure de payer réellement.

Enfin, nous recommandons à ces services de l'Etat et au gouvernement ce qui suit:

- Diminution du nombre de services percepteurs pour le compte du seul Etat ;
- Organiser des ateliers séminaire dans le cadre de la valorisation de notre métier ;
- Promouvoir nos activités pour un bon épanouissement de nos micro-entreprises ;
- Nous payer aussi les droits d'auteur pour nos jolies tresses réalisées et ces beaux dessins que nos tondeuses impriment sur les têtes des jeunes et des moins jeunes ;
- Avoir des poubelles pour les cheveux coupés et d'autres saletés produites par notre travail ;
- Contrôle correct, systématique et régulier de la qualité des produits utilisés dans les salons de coiffure ;
- La sécurité dans notre ville ;
- Rétablir le courant et l'eau sur les axes où se trouvent les salons de coiffure ;

- Et, finalement, aider notre Association à atteindre ses objectifs fixés en vue de contribuer à la réduction du taux de prévalence au VIH/ SIDA en RDC en milieu de coiffure.
Goma, août 2008.

6. La jeunesse congolaise face au défi des "cités sauvages".

Par Onesphore Sematumba.

La légèreté avec laquelle tout le monde parle du manque de loisirs et d'espaces verts dans la ville de Goma confine sinon à une complicité tacite des populations habituées à accepter tout, y compris l'inacceptable, du moment que cela vient de l'autorité, du moins à une léthargie tout aussi coupable. En effet, pendant les périodes des vacances scolaires, les rues et ruelles de la ville de Goma sont converties en stades omnisports par une jeunesse qui n'a pas d'autre alternative pour dépenser son trop-plein d'énergie. Les automobilistes qui partagent déjà difficilement les rares, étroites et défoncées chaussées avec une véritable armée de motocyclistes, de cyclistes, de « Tshukudeurs » - en obligeant les piétons à négocier des passages avec les vendeurs informels dont la marchandise est étalée à même la roche - voient leur marge de manœuvre encore plus réduite face à des parties de football ou de jeux de billes âprement disputées par des jeunes dont l'innocence et le sens de créativité émeuvent toujours les adultes.

Cependant, ce spectacle devrait interpeller tout le monde, des hommes et femmes du pouvoir au citoyen ordinaire. La ville de Goma est devenue à elle seule l'illustration du triomphe de l'informel et la caricature du cadre de vie. Pire, la vie se passe en dehors de tout cadre, comme si la survie - et l'illusion de la propriété - passait avant la décence et l'intimité, l'air à respirer et la joie, pour les enfants, de rire et de jouer, sans s'exposer au danger permanent d'être fauchés par les chauffards.

Cette irruption de l'informel dans le vécu quotidien s'observe dans l'urbanisation sauvage de la ville, où les parcelles sont loties partout, où tous les vides sont remplis de maisons et de taudis. Personne ne semble anticiper la nécessité de tracer des rues et des avenues et, même lorsque celles-ci sont planifiées, certains malins y érigent des habitations sans que quiconque ne trouve à redire. Personne ne semble même anticiper qu'il faut un service minimal en termes d'accès à l'eau, un système de collecte et d'évacuation des déchets domestiques, etc... La conséquence, c'est que le lac Kivu reste la principale source d'approvisionnement en eau pour les ménages et que les rares, défoncées et étroites routes sont transformées en dépotoirs. Personne ne trouve utile de penser au bonheur des enfants, à leurs études et à leurs jeux ; personne ne se soucie de l'épanouissement des jeunes, à leurs jardins et à leurs amours ...

Cela s'observe également dans le phénomène de morcellement des parcelles ; des maisons poussent comme des champignons dans des enclos exigus, sans que personne, dans la famille, ne pense à la qualité de la vie à l'intérieur de ces tas de fer

et de béton, au point que même les quartiers naguère les plus huppés de Goma se bidonvillisent à vue d'œil.

La jeunesse d'aujourd'hui assiste à cette détérioration systématique – je dirais presque systémique – du cadre de vie, sans qu'elle ne se sente révoltée et n'éprouve le besoin de travailler autrement, en commençant par exiger d'autres manières de faire. Et en ne se contentant pas de solutions « faciles », en exigeant par exemple des espaces de jeu véritables au lieu de jouer au football dans la rue et des parcs naturels dans la ville au lieu d'organiser des escapades dans les propriétés privées.

Goma n'est pas, hélas, la seule citée sauvage de la RDC. Cette ville n'a pas le monopole des solutions superficielles et dangereuses, d'extension infiniment improvisée, de déficit de politique et de vision, c'est-à-dire de gouvernance. Le travail à mener se situe donc principalement à ce niveau-là, parce que ces jeunes (et moins jeunes), dont la débrouillardise a été longtemps magnifiée par des pouvoirs politiques soulagés de voir leurs responsabilités assumées par les citoyens, ont besoin d'un cadre rassurant, d'un Etat qui fonctionne, pour faire preuve de toute l'étendue de leurs talents. Donner une chance à la jeunesse passe absolument par l'assainissement de la gouvernance à tous les niveaux, sinon tous les efforts attendus d'elle seront anéantis par l'immensité de notre irresponsabilité d'adultes.

IIème partie : INITIATIVES CREATRICES – PISTES DE RESPONSABILISATION

1. Les compétences du quotidien et les pairs éducateurs : un essai prometteur.

Par Mme Kavira Nganza et Prosper Hamuli – Birali.

En tant qu'être social, le jeune évolue dans un environnement marqué par des croyances, des principes et des normes auxquels il attache une importance particulière. C'est pourquoi, lui apprendre à clarifier ses valeurs et à construire son propre système de référence, à travers un processus de réflexion critique, est la base d'un bon départ dans la vie. Ceci lui donne des armes pour qu'il soit apte à prendre des décisions réfléchies qui échappent aux pressions et influences négatives extérieures.

Depuis un certain temps, nous expérimentons dans la ville de Goma une méthodologie pour mettre à la disposition des jeunes des informations constructives et adaptées propres à les entraîner à des choix et à des prises de décisions responsables. Ils pourront ainsi installer des compétences psychosociales et interpersonnelles leur permettant de penser et d'agir de manière constructive par rapport à soi-même et dans les relations avec les autres.

En effet, leurs capacités doivent être renforcées en mettant un accent particulier sur :

- *L'estime de soi* pour les amener à asseoir leur confiance sur leurs propres capacités ;
- *La prise de décisions* qui doit être consécutive à leur évaluation du "pour" et du "contre" ;
- *La résolution des problèmes* qui résulte d'une identification correcte des facteurs – cause ;
- *La créativité* qui suit la définition du but à atteindre ;
- *La communication efficace* qui suppose l'acquisition d'aptitudes et de capacités pour cela ;
- *La connaissance de soi* qui implique la compréhension des mécanismes de son propre fonctionnement ;
- *La gestion des émotions et du stress* qu'il faut apprendre ;
- *Le bon choix* qui demande l'apprentissage de l'anticipation des conséquences ;
- *L'esprit critique* qui suppose des opinions personnelles à l'opposé des lieux communs ;
- *La gestion des relations inter personnelles* qui vise l'acquisition des qualités nécessaires à l'entretien de bonnes relations.

Ce sont là les compétences de base que chaque jeune et même chaque adulte devrait posséder pour tirer le meilleur parti de son passage sur cette terre. C'est pourquoi, il nous paraît capital que le plus grand nombre possible de jeunes, à défaut de la totalité de ceux-ci, puisse les acquérir et les exercer. C'est pour cela que nous recourons à la stratégie de pairs éducateurs pour l'essaimage de l'acquis. Les jeunes

gens et jeunes filles qui participent aux programmes de santé reproductive de l'Eglise Baptiste CBCA et de citoyenneté responsable de Pole Institute sont entraînés à diffuser auprès de leurs pairs ce qu'ils ont appris à intégrer dans leurs modes de vie. C'est donc avec bonheur que nous nous rendons compte qu'à une échelle certes modeste nous contribuons réellement à préparer la jeunesse à être l'avenir de ce pays en lui faisant acquérir des convictions morales mobilisatrices et des aptitudes à se construire les capacités nécessaires pour s'adapter à son environnement et parvenir à vivre décemment.

2. L'acquisition des « compétences de vie courante » : une nécessité pour les jeunes Congolais

Par Gilbert Dhego

CARITAS diocésaine, Goma

Dans un contexte post-conflit, il est important, pour ce qui concerne notre pays, la RDC de se poser sérieusement des questions dévoilant les vrais défis auxquels les jeunes Congolais sont confrontés pour leur survie. Nous sommes dans une situation où plusieurs structures de base à partir desquelles la vie devrait être envisagée de manière accessible, ont été détruites. Il faudrait actuellement les reconstruire ou les réinventer.

Tous les Congolais sont unanimes, leur pays est saturé de problèmes. Il y a une réelle pauvreté, une mauvaise administration des ressources disponibles et presque pas de politique sociale. Tout ceci accule la population blasée à la survie. Et les jeunes constituent une couche très importante (en pourcentage) de cette population. Mais s'il faut dire que des jeunes dans de telles conditions constituent l'avenir de ce pays impose de poser froidement des questions concernant leur valorisation notamment par le travail.

Comment alors amorcer la réforme d'un système de débrouille sociale à partir d'une vue positive d'activités traduisant l'engagement des jeunes pour leur communauté ? Comment amener à la conscience des jeunes la nécessité de profiter de leurs activités pour contribuer au relèvement de toute la société et gagner dignement leur vie ? Il paraît également important de mettre sur pieds des mécanismes d'accompagnement des jeunes pour l'établissement d'un dialogue avec ses partenaires pour une meilleure compréhension de la réalité qui les met en état d'envisager des solutions aptes à opérer de réels changements.

Une enquête, même rapide, montre que les jeunes s'organisent, créent des regroupements associatifs pour remonter la pente et regarder avec optimisme la vie. Mais beaucoup de ces efforts n'aboutissent pas au changement escompté. On ne peut pas encore noter un changement qualitatif de la vie dans la communauté. Ce qui pousse à poser justement la question de savoir « pourquoi ça ne marche pas ? ». Les jeunes prennent-ils des initiatives sans analyse en profondeur du contexte ? Les objectifs des initiatives sont-ils clairs dès le départ ? Sont-ils capables d'anticiper les difficultés et les moyens de les résoudre ou, à la limite, de les contourner ? Les jeunes

sont-ils capables d'identifier les partenaires qu'il leur faut dans une situation précise ? Sont-ils capables de développer une politique de concertation qui leur permettrait de poser des questions du genre :

- Dans notre communauté, existe-t-il un partage de rôles ?
- Avons-nous l'habitude de nous concerter sur des questions d'intérêt communautaire ?
- Avons-nous des personnes qui puissent aider notre communauté à comprendre les autres communautés et entrer en contact avec les autorités du pays ou d'autres acteurs influents dont nous aurions besoin ?
- Savons-nous planifier nos actions, les suivre et les évaluer par rapport aux indicateurs de changement ?
- Avons-nous une vision à court, moyen et long terme pour notre communauté ?

Toutes ces questions conduisent à une autre plus englobante : « quelles sont les opportunités qui s'offrent aux jeunes pour s'assurer des moyens d'existence ? Quelles sont les compétences dont les jeunes ont besoin pour exploiter ces opportunités ? » Autrement dit, comment les jeunes peuvent-ils devenir davantage aptes à identifier les opportunités qui s'offrent à eux et à les transformer en travail qui leur permette de vivre dignement. De quoi la société a-t-elle besoin actuellement pour répondre à ce besoin et en vivre en retour.

Cette démarche demande nécessairement que les jeunes développent certaines **compétences de vie courante (CVC)** qui les mettent en état de pouvoir faire face aux défis de la vie avec lesquels ils sont continuellement aux prises. L'on pourrait identifier trois compétences de vie courante particulièrement au regard de cette question de la valorisation des jeunes par le travail dans un contexte de grande pauvreté, un contexte post conflit et de conflit latent. Une première compétence est celle de « **la conscience de soi** ». Il est important que les jeunes acculés à la survie, acculés au combat pour la survie aient une connaissance d'eux-mêmes, de leurs forces et de leurs faiblesses. Cette connaissance permettrait aux jeunes de vivre authentiquement, dans la confiance. Elle permettrait également aux jeunes une bonne estime et une auto-affirmation positive. Dès lors que les jeunes ont confiance en eux-mêmes, ils sauront qu'ils ont droit à la vie et qu'ils peuvent la défendre et travailler à son épanouissement. Car la conscience de soi amène une fierté chez l'individu, un désir de s'accomplir.

Ce pays, la RDC a traversé une situation dramatique de guerres et de conflits armés. C'est à partir de cette situation vécue que les jeunes doivent inventer leur vie, repartir. C'est une situation où les jeunes sont réduits à se prendre en charge loin de modèles valorisants, loin de repères éthiques et avec pragmatisme pour un monde nouveau. Une situation qui demande que les jeunes développent « **l'esprit créatif** » comme deuxième compétence de vie courante. En effet, il n'y a pas de sentier battu à l'avance, il n'y a pas de solutions prêtes à l'emploi. Il y a un appel impératif à

innover, à créer, à inventer des réponses inédites aux défis actuels de la vie. Il y a une interdiction formelle à dire : « il n'y a rien à faire ! ».

Le peuple Congolais a beaucoup souffert. Mais la souffrance est une école de la vie. Comment cette souffrance actuelle peut-elle devenir pour les jeunes un motif d'espérance et de confiance dans l'avenir, une opportunité pour inventer une nouvelle manière de vivre ? Là se situe toute l'origine de la notion de « **la résilience** » : comment du fond de la misère s'en sortir grâce aux efforts personnels et conjugués, grâce aux sacrifices consentis ? Quelles opportunités saisir dans ce contexte précis ? Comment être initiateur, innovateur, inventeur ?

Enfin, les jeunes doivent être dotés de « **l'esprit critique** » qui les aide à comprendre : comprendre leur vie, comprendre leur mal vivre, comprendre les circonstances au milieu desquelles se déroule leur vie et comprendre qu'il ne faut pas en rester là. Mais il s'agit surtout d'un fait important : « que les jeunes cessent d'être des proies faciles à la merci des manipulateurs. »

Plusieurs personnes demandent : « Qui nous fera voir le bonheur ? » (Psaume 4,7) ; « quel est l'avenir de notre société ? ». La question n'est pas bien posée ! Il faudrait plutôt se demander : « Que devenons-nous faire pour voir, avoir le bonheur ; pour que notre société ait un avenir brillant ? ». *Car, ce n'est pas par la satisfaction-leurre, par l'attente d'un avenir construit par les autres que nous accéderons à la dignité humaine, que les jeunes se seront préparés à être l'avenir de ce pays. Les jeunes doivent s'y impliquer maintenant et non attendre. Ceci exige comme préalable et de manière impérative une conviction morale mobilisatrice. Ce qui passe absolument par des remèdes aux grands maux de notre société qui n'épargnent pas les jeunes : corruption, égoïsme, vols, pillage, tribalisme, discrimination, meurtre, violation des droits de l'homme, ... pour aspirer à des valeurs génératrices de changements (nobles), de développement, d'amélioration des conditions de vie, bref des valeurs génératrices du bonheur auquel nous aspirons collectivement. Démarche engageante, s'il en est. Les jeunes sont-ils prêts à s'engager lucidement sur cette voie exigeante ? Le bonheur auquel ils aspirent se trouve pourtant dans cette direction.*

3. A Kimpese, au Bas Congo, les jeunes se réinventent par le travail.

Par Angèle MAZIMI

L'ONG CRAFOD, à travers son programme d'accompagnement des jeunes réalisé par Mme Angèle MAZIMI, tente de faire acquérir aux jeunes des » compétences de vie courante » qui renforcent leurs capacités à être les pairs éducateurs qui assurent la nouvelle éducation propre à donner à la RD Congo un futur prometteur. Nous reprenons ci-dessous la page d'information qu'elle nous a envoyée.

Le changement envisagé est de travailler pour avoir des jeunes autonomes dans la création de leurs sources de revenus, dans la prise de décisions conformes à leurs intérêts et de les rendre capables de se mettre au service de la collectivité.

Stratégies :

- ❖ Co - éducation des jeunes
- ❖ Fonctionnement des espaces de dialogue et de confrontation avec les adultes

Pour arriver à ce changement, il convient d'avoir des organisations solides de jeunes qui se mobilisent autour de projets précis, capables de mettre sur pied les structures de mobilisations nécessaires qui mettent l'accent sur leurs ambitions et les enjeux sociaux pour le changement.

Nous avons commencé par mener des actions sur le plan économique dont l'objet est d'aider les jeunes à accroître leurs revenus. Pour ce faire, nous avons eu à accompagner 18 jeunes formés sur la technologie de la brique cuite et à les aider à se structurer afin d'avoir des organisations solides de jeunes capables de mobiliser des ressources pour l'éducation d'autres jeunes. Cela a abouti à la création d'une unité de production de briques cuites, réalisée par deux associations de jeunes de 9 membres chacune. Ces jeunes formés renforcent les capacités d'autres jeunes du milieu et certains d'entre eux ont été invités dans la province voisine du Bandundu pour assurer la formation d'autres jeunes en situation difficile.

A côté de ces groupes de briquetiers, des jeunes couturières formées et disposant d'ateliers se sont regroupées pour résoudre un tant soit peu les problèmes d'approvisionnement en équipements liés à leur travail.

Partant de ces deux groupes identifiés, les jeunes ont eu à organiser une journée de réflexion autour du VIH/ SIDA et des maladies sexuellement transmissibles. Les co-animateurs ont été choisis parmi les jeunes de ces deux groupes identifiés.

Beaucoup d'actes de violence perpétrés par les jeunes à cause du taux accentué de chômage nous poussent à mener une recherche - action pour les rendre plus responsables afin qu'ils prennent des initiatives crédibles et les mettent en œuvre avec acharnement pour construire une nouvelle société. Nous allons donc faire un travail d'identification des associations des vieux et des jeunes séparément. Les membres des associations de jeunes dans notre rayon d'action qui seront capables de nous rappeler quelques notions éducatives contenues dans la tradition orale (contes, proverbes, chansons, fables) ou en divers domaines de la vie nous aideront à capitaliser cette richesse dans des feuillets que nous aurons à partager dans les espaces de dialogue et de confrontation entre jeunes et adultes qui existent. C'est le cas :

- *des écoles*
- *de la famille (cellule de base de la société)*
- *des Médias*
- *des Eglises et des communautés de foi, mouvements de jeunes croyants...*
- *des Communautés de proximité (quartier, village, etc.)*
- *des Centres d'apprentissage de métier (valorisation de l'artisanat)*
- *et des Associations culturelles (musique, art, danse, théâtre, ...)*

4. Parcours et témoignages : Tranches de vies qui inspirent positivement les jeunes.

Dans quelle mesure la perception des jeunes Congolais comme une génération sacrifiée luttant pour une survie à construire est-elle justifiée ? Quelle promotion humaine, quel développement personnel et collectif pour ces citoyens morts nés ? Le présent et l'avenir des jeunes en RDC seraient-ils si dramatiques si ces jeunes avaient des modèles valorisants ? Le regard reste souvent théorique s'il ne s'arrête pas sur une forme que les sens peuvent saisir. A la question de savoir si, dans cet océan de médiocrité et d'antivaleurs offerts par la société congolaise actuelle comme idéaux à sa jeunesse, les jeunes de Goma ne voyaient personne, aucune association ni institution dont ils aient envie d'imiter l'exemple, des individus, certes modestes, ont été cités. Il est significatif que la seule Association de jeunes mentionnée soit une ONG initiée par des Rwandais pour des Rwandais. Comme quoi un modèle n'a pas de nationalité. Certaines de ces tranches de vie et les leçons que les jeunes en ont tirées sont exposées ci-dessous comme signe d'encouragement à ne pas avoir peur de naviguer à contre courant.

1. Papa KAMBALE KANDUKU, industriel autodidacte.

MAIZEKING est un nom très connu à Goma pour son produit "MASOSO", une farine à base d'un mélange de maïs, sorgho et blé. Cette petite unité de production est le résultat d'un rêve : celui de devenir un jour un industriel. Comme ce rêve a été la boussole de toute sa vie, Kanduki peut aujourd'hui en tirer quelques conclusions :

- L'idéal d'un jeune est la boussole de sa vie.
- Le rêve stimule la faculté de création.
- Une bonne curiosité vous incite à apprendre.
- Le suivi du rêve impose plusieurs points d'étape.

2. Mme YUMA BORA Dynat, femme, mère et travailleuse.

Mariée et mère de plusieurs enfants, elle s'est trouvée, dans sa vie, devant le choix de quitter un travail bien rémunéré, mais qui l'éloignait souvent de son foyer, pour diriger l'Ecole Privée des Volcans, en 2006, une école alors en difficulté financière. Sa ténacité et une gestion rigoureuse et transparente lui ont permis de reconquérir la confiance des parents, principaux bailleurs de l'école. Cependant, elle n'aurait pas si bien réussi si elle n'avait pas eu le soutien du Conseil de Gestion de l'école et l'aptitude de tout le personnel à travailler en équipe. Aujourd'hui, l'école est en plein développement matériel, financier et humain. Ce qui lui fait rêver d'un complexe scolaire et universitaire à l'horizon 2020 ou 2040 !

3. "Vision Jeunesse Nouvelle" de Gisenyi (Rwanda) : vivre de sa vision.

Cette organisation de jeunes rwandais, basée à Gisenyi dans le district de Rubavu de la province de l'Ouest du Rwanda, est fondée en 2002 par des religieux catholiques. Elle voudrait combattre la délinquance juvénile et promouvoir la citoyenneté responsable. Son action s'exerce par des activités culturelles et sportives et par

l'alphabétisation et l'évangélisation. Son chemin s'est vraiment orienté vers la croissance avec le financement de l'UNICEF suivi de son accès au crédit. Et tout ceci a été favorisé par le cadre général d'un Etat qui fonctionne et remplit ses missions régaliennes. Cette expérience est en cours d'essaimage.

Leçons tirées de ce partage par les jeunes :

- Les études doivent nous apprendre à créer.
- Le courage et la volonté priment sur tout.
- Les femmes sont parfois plus capables que les hommes.
- Les initiatives culturelles peuvent générer des revenus.
- On peut évoluer sans que l'Etat ne fasse les choses à notre place.

CONCLUSION : Pole Institute et la problématique des jeunes.

Par Onesphore Sematumba

« Notre préoccupation part d'un constat sérieux : grosso modo, on peut se dire qu'en RD Congo 70% de la population se situe dans la tranche d'âge des moins de 25 ans. L'avenir du pays se trouve donc entre les mains de cette jeunesse. Et, puisque tel est le cas, il est important de commencer à se poser des questions sérieuses dans le sens de la prévention. Déjà aujourd'hui, s'il y a quelque chose qui ne marche pas c'est le fameux article 15, « débrouillez-vous », qui est devenu un piège fatal pour tous les Congolais. Pendant des décennies, tout le monde disait : on se débrouille c'est bon. Mais, si chacun se débrouille seul, cela signifie clairement que chacun fait ce qu'il veut et comme il le veut. Voilà pourquoi quand on s'adresse aux 70% de la population qui feront l'avenir, comme c'est le cas ici, il extrêmement important de commencer ce débat aujourd'hui. Comment imprimer une culture citoyenne dans les esprits des jeunes ? C'est un grand défi parce qu'il s'agit de réaliser une éducation à la citoyenneté responsable. Voilà le défi à partager. »

Ces mots, Aloys Tegera, Manager de Pole Institute les a adressés aux jeunes de Goma lors d'une réunion le 08 août 2008. Et ils traduisent bien la place centrale –à défaut d'être une préoccupation- que la jeunesse devrait occuper dans la pensée et la pratique politiques d'un Etat pleinement conscient de ses responsabilités vis-à-vis du présent et de l'avenir de ses administrés. L'équation avenir et jeunesse a été usée et abusée à travers les dires et les textes des différents régimes qui se sont succédé en RDC si bien que cela a fini par sonner comme un slogan creux, auquel plus personne ne semble croire. En effet, chaque fois qu'un homme politique parle à ou de la jeunesse, il se croit obligé de (se) rappeler des évidences du genre « la jeunesse est l'avenir du pays » ; tout comme, en d'autres circonstances, il ne s'empêchera pas de dire une autre équation facile : « la famille est la cellule-mère de la nation », etc. Cependant, une fois ces vérités énoncées, l'on se demande qui est finalement chargé de les traduire en actes tant le fossé entre ces discours et la réalité quotidienne de l'enfant – et de sa famille quand il en a une- est immense. Si la jeunesse est l'avenir de ce pays, ce pays court tout droit à sa perte, si ceux qui les gèrent au présent ne réagissent pas à temps. Fonder son avenir sur une tranche d'âge faite de "shégé", des "maïbobo" et autres « enfants de personne » ou sur des diplômés formés au rabais et à prix d'or grâce à des familles qui les traînent encore des années plus tard, compagnons de misère dans des villes qui n'offrent aucune perspective de travail durable, c'est hypothéquer cet avenir-là.

Attendre d'une jeunesse astreinte à la débrouille –le fameux article 15- et aux combines pour la survie qu'elle se métamorphose le moment venu en adulte responsable qui veillera sur nos vieux jours, c'est d'un angélisme ridicule et cela ne peut se comprendre que dans un environnement social où l'on place sa destinée entre les mains des fées, de la chance et des miracles. Avec une logique implacable, des jeunes ont écrit dans ce numéro que les enfants de la rue d'aujourd'hui seront demain des papas et des mamans de la rue, avant de devenir des grands-parents de la rue ! Un avenir pareil, un avenir des hommes et des femmes de la rue, pourrait paraître une vue d'esprit ; mais s'il est vrai que l'on récolte ce qu'on a semé, le danger

est réel. Si nous voulons une société d'adultes responsables, posons les fondations de cette responsabilité en investissant dans l'enfance et la jeunesse d'aujourd'hui.

C'est pourquoi une partie importante de notre recherche dans la dimension politique portera sur les lieux et les bases de mobilisation des jeunes -et des femmes-, une autre composante sociale laissée-pour-compte- dont l'influence politique est inversement proportionnelle à son poids démographique. Le travail avec les jeunes, « La jeunesse et le leadership du futur » aura pour finalité l'émergence d'un autre type de leadership (organisateur des communautés), afin de faire surgir une nouvelle génération de leaders consciencieux et attachés au concret, capables de sortir le pays de sa situation de non- Etat caractérisé par la culture de la cueillette et le mener vers le statut d'un Etat de droit responsable. Les étapes d'un tel processus seront longues et difficiles, les pesanteurs seront lourdes mais, avec le concours de tous ceux qui rêvent d'une jeunesse réellement porteuse d'avenir au Nord Kivu, en RDC et ailleurs, nous comptons apporter notre modeste contribution.

Pour Pole Institute

Onesphore Sematumba

ANNEXE :**Ont participé aux différentes journées de réflexion :****1. Le 08 août 2008.**

N°	NOMS.	REFERENCE.	TELEPHONE
1	Emmanuel DUNIA BAKULU	Chef de la Division Prov. de la Jeunesse	
2	ERIC KISA KALOBERA	Division prov. Information, Communication & Média	
3	BONANE BUGESO	Journaliste Radio Sauti ya Injili	0994222989
4	AMAZONNE TSHANDA	ACCOSI	0995691442
5	Léon MAGANGA	PCA / ACCOSI	
6	Guy SUMAILI	Coordonnateur / ACCOSI	
7	Justin CHIZA	Radio la Colombe	0997122823
8	Olivier MULISYA	Journaliste RTGA	
9	MOSES MUSESA	SOMUSA Rastafari	0997038230
10	Jean de la Croix KITAMBALA HABAMUNGU	NDOSHO / Av. Carrière	0997743219 0853734859
11	BAUDOUIN MIRUHO	C.P. ACCOSI	0997703008
12	Gilbert KASILAMO	APROFIME / Chargé de programme	0994123197
13	Bernardine MBAKANY'AKI	Vijana Tubadilike	0997741702
14	MAZAMBI KAZAMWALI	ACCOSI	0853119570
15	Césarine DIGIMANI	APROFIME	
16	Alexis MUKUNANO	Inspecteur de la santé / Hygiène	0813132446
17	Grégoire KAMBALE	MDM/F	0998625078
18	NYAMAZI MIHIGO	Etudiant à l'UNIGOM	0853805023
19	REBECCA MWANDU	Médecin	0994143586
20	Déogratias CISHUGI	Membre de l'apostolat des jeunes	0997144447
21	Père Michel d'HUART	Curé de la paroisse NDA / KATOYI	
22	Bertin KANEGHA	APEPENOKI asbl	0810848166
23	Thérèse MUJINGA NZARUBARA	Etudiante G1 SC/C « UNIC-ISGEA »	0853733099
24	DAVID MASIMANGO WETEMWAMI	ACCOSI	0853183964
25	LAETITIA SAFI BISHI	ACCOSI	0995681004
26	MWADJUMA MANGAZA	ACCOSI	0853116359
27	ALAIN ALAME KASUZA	UNIGOM/CODEBA	0994009103
28	Blandine FEZA K	UNIGOM	0994023407

29	NGOY LENGE DJUNE	ACANOKI	0998624189
30	Julien RISASI MATABISHI	Agent de santé	0853130037
31	MAKANGILA HENRIETTE	Direction FPC	0993123594
32	DHEGO GILBERT	CARITAS/Goma	
33	Faustin TAWITE	Journaliste Radio RACOU / KIWANJA- RUTSHURU	
34	Christopher SIMISI	UNIGOM	0994176696
35	MUSSA KAMBALE	ACCOSI	
36	OSCAR TASI	PSPE NK	0994124191
37	MAOMBI BUTINDA JEAN	ACCOSI	0853118062
38	ZABULON MUHESI	PEZ/CBCA	0853114280
39	MUNAGA Daniel	Conseiller ministre provincial jeunesse	
40	BWEMA MUVUNGA Nicolas	UNIGOM	0853701120
41	JUSTIN KAMBALE KYALWAHI	PNLS / IPS / NK	0811665083
42	ASUKWA LUNDIMBE	Division prov. culture et art	0994042149
43	Léopold RUTINIGIRWA	Pole Institute	
44	Micheline MWENDIKE	Mouvement intellectuel pour le changement asbl	0994452294
45	Simon KABUYA	Etudiant à l'ULPGL	0994058936
46	Adeline MULONDA KYANZA	Enseignante	0994286755
47	Anne Marie NASHAGALI HAMULI	Etudiante (CIDEP)	0993179114
48	SALUMU Jean Baptise	ATELIER "Muungano"	0810185647
49	JACQUES PALATA	ACCOSI	0853126006
50	DONAT KATUNGU	ACCOSI	0993081787
51	SEKA Anne Marie	Etudiante à l'ULPGL	0899275430
52	Emmanuel M. BAC'UBAKA	Artiste - peintre (RAW asbl)	0997734604
53	Anselme MBALIBUKIRA	PNMLS / IPS / NK	0853123276
54	Mbogos SIMWERAYI	Radio Bubandano/Minova	
55	Christian KASANGANDJO M	ADOSAGO	0994402884
56	Pascal RUGAMBA	Etudiant UNIGOM	0993060057
57	Antoine TAWITE K	YOLE ! AFRICA	0993318264
58	NZONGA BASHOMBANA	MIC / asbl	0997671573
59	DIDY RAMAZANI	Etudiant à l'UNIC	
60	YOMBI MBURANO	ACCOSI	0997671310
61	MUGISHO ZAGABE Seigneur	ACCOSI	0997769138
62	AKILIMALI NDAKAZA	ACCOSI	0853111884
63	MUSUBAO CLAUDE	ACCOSI	0994015651
64	BYENDA MODOGO	ACCOSI	0998516047 0853183979

65	Aloys TEGERA	Pole Institute	
66	Dr GASHINGE MUSANA	Coord. PNLS / IPS / NK	
67	Prosper HAMULI - BIRALI	Pole Institute	
68	Abbé Innocent NYIRINDEKWE	Aumônier des universités	
69	Onesphore SEMATUMBA	Pole Institute	
70	Moïse KAMBALE		0853371707
71	Léon MUNGO NYUNDO	Photographe	0994151036
72	Olivier MULISYA		0853118147

2. Le 21 avril 2009 :

N°	Nom et Prénom	Référence / Institution	contact	
			Téléphone	e-mail
01	Tony MBUYI	MIC asbl	0898700080	mbkts@yahoo.fr
02	SIMWERAY MBOGOS	Directeur Radio BUBANDANO	0994084129 0853416060	
03	Serge SIVYA	CARO	0994049282	sergesiviaskaz@yahoo.fr
04	BATUMIKE MWEZE Jackson	Club des Jeunes pour la Vie (C.J.V.)	0853283932 0994148561	Jackbatu1@yahoo.fr
05	REHEMA KABUO	UNIGOM	0994407432	rahmakab@yahoo.fr
06	ALAME Alain	UNIGOM / SSAP	0994009103 0853259244	alainkasuz@yahoo.fr
07	Yves MONGANE	MIC	0853257146 0896271598	monganyves@yahoo.fr
08	Serge MUHINDO LUNENO	UNIGOM	0997739829	
09	ASSAN SADI HITIMANA	UNIGOM	0853454059	hitimanaAssady@gmail.com
10	Eric MATHINA	UNIGOM	0994037273	amathina@yahoo.fr
11	Nelson BAGULA	NCA asbl	0997799250 0853131908	nelflam@yahoo.fr
12	Micheline MWENDIKE	MIC asbl	0994452294	mwekami@yahoo.fr
13	TAMBWE KALUME Jules	UNIGOM	0853129300	tkjules@yahoo.fr
14	TSHAMA TSHIBANDA Annie	ISC / L1 Fiscalité	0898700100	tshamannie@yahoo.fr
15	BYENDA BIGONJI	UNIGOM	0997692722	
16	Julien KASEREKA	ISC	0853404352	Kaskyto02@yahoo.fr
17	SYLVA	Alliance des	0997096206	balegamirekubuya@yahoo.fr

	KUBUYA BALEGAMIRE	Jeunes Unis	0853880803	
18	NGURU MUYISA Serge	RTCT	0995397845	sergeadidas@yahoo.fr
19	MUTUZO SEKIMONYO	CIDEP	0993778401	
20	Roger LOGO	ASETIG	0994252020	logokysky@yahoo.fr
21	KASEREKA KIVAS. SEKERA	JNC asbl	0993315906	nonhypothequejndc@yahoo.fr
22	BABY NTAKOBAJIRA	UNIGOM	0853737726	
23	TSHONGO MWANA TSHONGO Junior	UNIGOM	0994399090	junior mash@yahoo.fr
24	NZONGA Freddy	MIC asbl	0997767255	nzongafred@yahoo.fr
25	FIFI BIZUMULEMYI	UNIGOM	0995645082	isugififi@yahoo.fr
26	W. NEPANGI	Union des Juristes Chrétiens	0853118780	Wilojus04@yahoo.fr
27	Moise MUSENGE	IST	0993510384	
28	Bernard KWIZ	UNIGOM	0896260030	Bernardkwiz@yahoo.fr
29	Bienfait KAMBERE	Institut Mont Carmel	0997776774 0853133654	bienfaitkamb@gmail.com
30	Prince BUGOMA M. Joseph	ISTI	0853103251	Princenews01@yahoo.fr Princenews01@gmail.com
31	Prosper HAMULI - BIRALI	Pole Institute	0998674126 0853108163	hprosper@gmail.com

3. Audience publique du 26 mai 2009.

N°	Nom / Name	Organisation / Provenance	Téléphone
01	Tony MBUYI K.	MIC, asbl	0898700080
02	Gervais SADIKI BUJULI	CREI	0994008092 0853895410
03	Jocelyn WABO	Indépendante	0853438941
04	KAMBALE KANDUKI	Ets MAIZEKING	0998668439
05	YUMA BORA Dynat	E.P. des VOLCANS	0997700504
06	Elysée ZAWADI MUSHEKURU	Non-hypothèque	0853397974
07	Janvier BARAWIGENERA RUJANA	ALARM	0990664190

08	Vianney BISIMWA	LICEI / RECIC	0994123190
09	Nelson BAGULA	NCA , asbl	0997799250 0853131908
10	MUSAVULI Prime	Fondation PRIME	0997772298
11	Placide BALOLA	UNIGOM	0853491593 0995401441
12	Prince BUGOMWA G. MUBALAMA Joseph	ISTA / Goma	0853103251
13	Trésor MUGISHA KAMARI	UNIGOM / CJV	0853706838
14	TAMBWE KALUME Jules	UNIGOM	0991349595 0853129300
15	MUTEMBEZI MONGANE Yves	MIC, asbl	0896271598 0853257146 0997567968
16	Joyce KABURABUZA	REFEJ, asbl	0994233281 0853428897
17	Douglas BENGHEHYA	Conseil provincial de la jeunesse du Nord-Kivu CPJ / NK	0994137600 0898694747
18	Bernardin NYANGI	Radio OKAPI	0997779271
19	Guy SUMAILI	ACCOSI	0853700867 0994326529
20	Sylva BALEGAMIRE	AJV	0997096206 0853880803
21	Patrick NDAGIJE BIGARUKA	APEPENOKI	0993675239
22	DUSABIMANA Emmanuel	Vision Jeunesse Nouvelle / Gisenyi (Rwanda)	0788760473
23	HABYALIMANA Philipe	Vision Jeunesse Nouvelle / Gisenyi (Rwanda)	0788791984
24	Alain ALAME KASUZA	Radio LA COLOMBE	0994009103 0853259244
25	Christine TOGOGO IMANI	MIC, asbl	0997568071
26	BONANE BUGESO	Radio Sauti Ya Injili	0994222989 0853157264
27	Me Agathe RWANKUBA	DAI / USAID	0998669772
28	Axel BYANIKIRO KISUBA	Société Civile N-K	0813867314
29	Osserge BAHATI	UNIGOM	0992106552
30	Alain NYALUHAZE	UNIGOM / Fac Méd.	0997669836
31	DYEMA HYANGO	D.P. ONEM	0994200644
32	TSHAMA TSHIBANDA	ISC / Goma	0853451271 0898700100
33	Christophe SIMISI	JUPNV	0994176696
34	Alain MENYO E.	ISC	0853704072
35	Eric MATHINA	UNIGOM / Fac Méd.	0994037273
36	Serge SYVIA	CARO	0994049282
37	Alain TSONGO	BARALA PRECE	0993313018

38	Roger LOGO MANDE	ASETIG	0994252020
39	MAPENDANO NYAMBWE	MIC, asbl	0994189017
40	NEEMA KETO	UNIGOM	0853727122
41	Eric BURORO	SOJEAD / Nord-Kivu	0853111339
42	Sylvie ZUMUKA	SOJEAD / Nord-Kivu	0853106698
43	Jeannot KASSA	Parlement d'enfants	0997671574
44	ALIMA KIYUYU	ISTOV / Goma	0994373057
45	Gerard MUCHUBA	FJLDI , asbl	0853484050
46	James Anselme BASHIGE	CJV, asbl	0853370844
47	Rodrigue KATIKA	CJV, asbl	0853271902
48	Georges UZIMA	Alliance Anglo Congolaise A.C.A. / Goma	0853125685
49	FALANGA SUMAILI	Indépendante	0997288115
50	SEDRICK BABINTA	LEO CLUB	0853131396 0998758398
51	MUHINDO LUNENO Serge	UNIGOM	0997739829
52	BEELE ETESA Belinda	Association pour les Nations Unies	0993692978
53	Freddy NZONGA	MIC, asbl	0997767255
54	Honorable KAVIRA KANANGA Felly	Députée provinciale du Nord- Kivu	0994401265
55	Prosper HAMULI - BIRALI	Pole Institute	0998674126 0853108163
56	Micheline MWENDIKE	MIC, asbl	0994452294
57	MUHINDO NZANGI BUTONDO	Député provincial du Nord-Kivu	0997797392
58	BATUMIKE MWEZE	CJV, asbl	0853283932
59	BILL YATES	Alert International	0815292367
60	Nico TILLON	Alert International	0813618299
61	Nadine MIGABO	UNIGOM	0997788535
62	Alain LUMA	Radio Kivu 1	0853333809 0896262162 0997583858
63	FIFI ISUGI	UNIGOM	0995645082

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.